

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de prévention et de gestion des déchets (RPQS) - Exercice 2023 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5, D.2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets au titre de l'année 2023, adopté lors du Conseil de Métropole du 9 juillet 2024. Ce rapport lui a été transmis pour communication de la Métropole en date du 5 novembre 2024, selon les dispositions habituelles.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2023 a été réceptionné le 01 mai 2024, conformément aux dispositions contractuelles, et a fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 8 octobre 2024 au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole et de la Ville de Montpellier respectivement les 3 juin et 5 décembre 2024 ;

- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes le 30 septembre 2024.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2023 sont les suivants :

Le défi que représente la gestion des déchets sur le plan écologique et climatique dans un contexte réglementaire et financier contraint, tout particulièrement pour le territoire de la Montpellier Méditerranée Métropole, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés.

Les réglementations européennes, nationales (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

Ainsi, l'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA, mis à disposition du public fin 2022 pour recueillir les remarques et avis, a été adopté par la Métropole début 2023.

De plus, l'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Pour pallier la fermeture de l'ISDND de Castries et assurer l'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu, fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€, et en 2023 plus de 11% d'augmentation supplémentaire par rapport à 2022, liés à la conjoncture économique.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...). Il s'est concrétisé en 2023 par le déploiement de la Stratégie Biodéchets sur 10 communes de la Métropole pour une fin d'opération prévue en 2026 sur tout le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Les nouveaux marchés transitoires de collecte débutés en 2023 ont intégré des évolutions de fréquences de collecte en cohérence avec les objectifs d'un meilleur tri et d'une meilleure valorisation des déchets.

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst initialement programmée en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en 2026) intégreront les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

L'année 2023 a été une année charnière dans le déploiement de la feuille de route Zéro déchet, délibérée en mars 2022 par Montpellier Méditerranée Métropole, concrétisant les engagements de la Métropole de s'orienter vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets. Cette stratégie repose sur quatre objectifs politiques complémentaires :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte tout en fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets.

Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». Les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont ainsi été significativement renforcés fin 2021, notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire, pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie Zéro Déchet.

Concernant la prévention des déchets :

La loi Transition Energétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Economie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1er programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 déchèteries de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMR et des DMA, Montpellier Méditerranée Métropole a voté début 2023 le lancement de son 2^{ème} programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Celui-ci est composé de 24 projets structurants autour de 5 axes stratégiques que sont :

- Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, réutilisation et réparation des objets ;
- Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Accompagner les professionnels ;
- Positionner la Métropole comme un facilitateur et un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2023, l'on peut citer en particulier :

- **Le STOP PUB** : Près de 100 000 STOP PUB ont été distribués depuis 2016 par les guichets uniques, les éco-messagers lors d'animations et de stands de sensibilisation et dans le cadre du défi éco-responsable ;
- Dans le cadre de la loi « *Agec* » qui dispose que « *les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés* », Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert en mai 2022 un premier « **Point de Réemploi** » pilote sur la déchèterie de Baillargues/Castries, dont la gestion a été confiée à titre de test à Emmaüs : devant le succès rencontré, un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé en 2023 afin de structurer une offre de service et d'identifier des acteurs contribuant à valoriser les objets déposés, ce qui a permis l'ouverture de 3 nouveaux points de réemploi le 1^{er} janvier 2024 dans les déchèteries de Montferrier-sur-lez, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- **L'accompagnement d'événements éco-responsables**, et notamment du FISE pour la deuxième année consécutive, pour tendre vers un **FISE Zéro Déchet** ;
- A l'occasion de la 15^{ème} édition de la **Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)** qui s'est déroulée du 18 au 26 novembre 2023, la Métropole a proposé un programme orienté « *Zéro Déchet* » s'adressant aux scolaires, au grand public, aux agents (Ville, Métropole, CCAS...). Ont ainsi été notamment organisés lors de cette semaine :
 - o Un atelier « *Noël Zéro Déchet* » au centre commercial Polygone ;
 - o La tenue de la deuxième édition du Méga Troc en partenariat avec le Lycée Georges-Pompidou de Castelnau-le-Lez ;
 - o La participation de plus de 60 écoles à la collecte de jouets au profit d'associations du territoire ;
 - o L'organisation de deux collectes solidaires à la Métropole et à l'Hôtel de Ville de Montpellier au profit d'Emmaüs ;
 - o L'organisation du premier Rallye vélo-compost pour l'inauguration du 50ème composteur de quartier ;

- o Des animations compostage (formation « *Référent de site* », ateliers « *Eco-jardinage* », formation « *Guide composteur* » et webinaire « *Initiation au compostage* ») ;
- **Dans le cadre de son PLPDMA**, la Métropole a souhaité mettre l'accent sur la sensibilisation des jeunes publics (de la grande section de maternelle à la terminale) à la réduction des déchets, à la gestion des biodéchets (tri et compostage) ainsi qu'au tri des déchets en développant massivement les interventions sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. Ainsi, un nouveau marché d'animations scolaires autour de la réduction, du tri des déchets et du compostage a été lancé pour l'année 2023-2024, ayant pour objectifs principaux d'éveiller la conscience éco-citoyenne des jeunes publics de la Métropole, et d'initier à des nouveaux gestes pour diminuer leurs déchets ;
- La reconduction de l'**Appel à Projet Zéro Déchet 2023** qui a récompensé 12 lauréats avec une enveloppe totale de 120 000 €.

Concernant la Stratégie biodéchets :

Axe essentiel de la politique Zéro Déchet, l'année 2023 a marqué la montée en puissance opérationnelle de la stratégie Biodéchet portée par la Métropole.

L'Appel à Projets « *Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie* » pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en 2020 a fait l'objet d'une validation par l'ADEME et par la Région en fin d'année 2022, avec l'objectif de détourner, à terme, des déchets résiduels, 35 kg/an/hab de biodéchets.

Ainsi, complémentirement au développement du compostage sous toute ses formes, l'enjeu est de redynamiser la collecte des biodéchets en la modernisant et de structurer une démarche globale autour du compostage sous toutes ses formes. Pour accompagner cette stratégie Biodéchet, Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé son équipe spécialisée en recrutant une cheffe d'unité, un agent de sensibilisation, un gestionnaire du déploiement du compostage, et de nouveaux maîtres composteurs. Une équipe de 10 agents est prévue pour mars 2024.

L'année 2023 a ainsi constitué un moment décisif du lancement de cette stratégie biodéchet, avec notamment :

- Le déploiement d'un réseau dense de Points d'Apport Volontaire (PAV) biodéchets sur 10 communes de la Métropole en 2023 (Cournonterral, Cournonsec, Murviel-lès-Montpellier, Saussan, Montaud, Saint-Drezéry, Sussargues, Beaulieu, Restinclières, Saint-Geniès), soit près de 80 PAV pour les 10 communes. 13 000 foyers ont été équipés de kits biodéchets (bioseau ajouré et un lot de sacs krafts) leur permettant de déposer leurs biodéchets dans les PAV ;
- L'accompagnement de la mise en place des Points d'Apport Volontaire biodéchets par des Kiosques et des discussions autour du compostage et du tri des biodéchets ;
- Les campagnes de communication de la Métropole promouvant la collecte séparative des biodéchets, afin de sensibiliser et d'accompagner le geste du tri ;
- L'augmentation de la captation des biodéchets en favorisant leur collecte dans la restauration collective (restaurants scolaires, restaurants universitaires, hôpitaux, maisons de retraite, prison, etc. ...) par le biais d'une collecte bi-hebdomadaire ;
- Une information adaptée aux professionnels tels que les restaurateurs et les commerçants au sujet de leurs obligations réglementaires et des contrôles concernant le tri des biodéchets ;
- Des formations spécifiques pour la montée en compétences des agents, élus et associations ont été menées pour améliorer la collecte des biodéchets et limiter le gaspillage alimentaire.

Concernant la collecte et le tri des déchets :

Concomitamment aux travaux d'extension et de modernisation du centre de tri DEMETER, Montpellier Méditerranée Métropole a été sélectionnée par l'éco-organisme CITEO, dès 2019, avec 30 autres collectivités pour prendre le virage de la simplification du geste du tri : « *Tous les emballages et tous les papiers se trient* », dans le cadre du Plan de Performances des territoires.

Cette opération, réalisée en deux phases successives (la première le 17 octobre 2019 pour 17 communes et la seconde le 14 janvier 2020 pour les 14 autres communes métropolitaines), a permis à l'ensemble des habitants de la Métropole de pouvoir augmenter sensiblement les quantités triées puisque tous les emballages plastiques et les petits aciers et aluminium doivent désormais être déposés dans les bacs ou sacs jaunes.

Au terme des deux premières années de mise en œuvre, il convient de noter que, si l'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables, celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues. Cela se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables, qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce phénomène n'étant pas spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole a conduit les éco-organismes CITEO/ADELPHE à proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation dénommé « *Plan BOOST Extension des Consignes de Tri* ».

Dans le cadre du Plan BOOST, la Métropole s'est engagée dans un plan d'actions afin d'améliorer la compréhension et la qualité du tri des emballages et papiers. L'année 2023 a ainsi été marquée par :

- L'envoi de 316 000 mémos de tri des 4 flux, et de 240 000 mémos spécifique tri des emballages et papiers à destination des habitants de la Métropole ;
- Une campagne d'affichage pour l'habitat collectif avec la livraison de panneaux rappelant les consignes de tri ;
- La dotation de bacs jaunes (particuliers/collectif) supplémentaires ;
- Un travail avec les bailleurs et syndic du territoire sur le rappel des consignes de tri.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

L'unité de méthanisation AMETYST

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2023 la totalité des 121 979 tonnes de déchets collectés sur le territoire de la Métropole dont 120 360 tonnes de déchets résiduels et 1 620 tonnes de biodéchets, en diminution sensible par rapport aux exercices précédents. L'unité AMETYST a également accueilli 9 457 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc...) contre 9 729 tonnes en 2022.

Le procédé « *d'ultracriblage* » démarré au 1^{er} janvier 2015 a permis de produire 33 981 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 (36 041 tonnes en 2022) qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 241 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées.

La production d'énergie s'est établie en 2023 à 34 606 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur des 2 300 logements de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (33 951 MWh en 2022).

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016 fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

Il convient de noter que le « *socle commun* » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture, dont la mise en œuvre est désormais envisagée au 1^{er} janvier 2025, impactera fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant le retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité AMETYST. Il obligera à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application prévue ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

Les modalités d'exploitation de l'installation doivent intégrer dans le futur contrat les évolutions réglementaires issues de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi AGEC. Cette dernière transpose au niveau national le paquet « *économie circulaire* » de l'Union Européenne (UE) adopté au printemps 2018, et demande notamment aux pays de l'UE de mettre en place le tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023.

S'agissant notamment de l'objectif affirmé de valorisation énergétique des déchets, il est apparu pertinent de profiter de l'opportunité de la relance du contrat d'exploitation de l'unité AMETYST pour intégrer ces perspectives de développement d'une nouvelle source d'énergie produite localement et développer de la sorte les synergies entre deux politiques publiques majeures de la Métropole en matière de planification écologique. La nouvelle consultation d'entreprise sera organisée en ce sens début 2024.

En ce qui concerne le contrat en cours de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, AMETYST a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ) au titre de l'année 2023, affiche une baisse du résultat net comptable, mais excédentaire à hauteur de 1,6 M€ en 2023 contre 2,4 M€ en 2022 et 1,4 M€ en 2021.

Il convient de rappeler en préalable que ce rapport du délégataire, transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP, nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de cet examen, des premiers éléments d'analyse peuvent être retranscrits au présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

Le résultat d'exploitation s'élève à 657 M€, en forte baisse de - 2,5M€ par rapport à 2022, du fait d'une progression des charges d'exploitation (+13.7%) alors que les produits d'exploitation restent stables par rapport à 2022 (21 755 K€).

Le chiffre d'affaires est stable par rapport à 2022, et s'élève à 19,62 M€.

Les recettes issues du traitement des déchets de la Métropole s'élèvent à 13,72 M€ (soit une proportion sur les produits totaux en baisse, de 63 % contre 71% en 2022) ; elles s'affichent en effet en baisse de -475 K€ soit -3 % par rapport à 2022 et se composent notamment de la « *redevance transport* » pour 2,7 M€.

L'avenant 2 au contrat de Délégation de service public prévoit en effet notamment, suite à la fermeture de l'ISDnD de Castries depuis la fin de l'année 2019, deux modifications contractuelles importantes pour prendre en compte l'éloignement des exutoires pour les refus produits par AMETYST :

- La modification de la « *Redevance FTransport* », le transport étant confié aux risques et périls d'AMETYST afin de gérer à flux tendu. Pour se faire la rémunération initialement forfaitaire est remplacée par une nouvelle redevance prenant en compte les distances de transport vers de nouvelles installations de traitement des déchets ;
- La disparition consécutive de la redevance « *Rrefus* » destinée à rémunérer AMETYST pour le transport et le traitement des refus produits par les déchets de Montpellier Méditerranée Métropole, excédentaires à la capacité de 64 150 tonnes maîtrisée par la Métropole ou que cette dernière n'aurait pas été en capacité de traiter.

Deux principaux postes expliquent les recettes en provenance de la Métropole :

- Le traitement des déchets OmR à hauteur de 10,9 M€, en baisse de -280 K€ soit - 2%, notamment lié à un volume en baisse de - 5% et malgré un tarif en hausse de +2,65€/T ;
- La redevance transport à hauteur de 2,7 M€ en baisse de -288 K€ par rapport à 2022 (soit -10 %).

Les recettes issues de la valorisation matière ferreux et non ferreux diminuent également de -102 K€.

A l'inverse, deux postes de produits sont en augmentation et permettent de maintenir un chiffre d'affaire globalement stable :

- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 4,3 M€ augmentent de +263 K€ par rapport à 2022 soit +7 %, le tarif de vente passant à 207,57 €/MWH contre 190,43€/MWH en 2022 et 180 €/MWH en 2021 ;
- Le traitement des déchets tiers à hauteur de 1,03 M€ sont en forte hausse de +275 K€ soit +36% par rapport à 2022 avec un tonnage de 16 143 Tonnes, contre 14 488 Tonnes (+11%) et avec un prix de vente Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) moyen passant de 82,07 €/Tonnes à 98,72 €/Tonnes.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2023, la facturation des déchets tiers est de 130 916 €. Pour rappel, en 2022, la facturation des déchets tiers est de 127 567 €, 124 435€ en 2021 et 126 176 € pour 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 21 098 K€ en hausse de +14 % par rapport à 2022. L'augmentation porte essentiellement sur le poste autres achats et charges externes + 2 257 k€ sur 2023 s'élevant à 13 384 K€ (+20%).

Les charges fixes sont de 8 319 K€ en 2023 contre 7 286 K€ en 2022 et 7 448 K€ en 2021.

L'entretien et le renouvellement a représenté 3,6 M€ sur l'année, dont 2,4 M€ au titre du GER contractuel.

Les charges de personnel à hauteur de 3 M€, progressent de +119 K€ par rapport à 2022 soit +4%. Les charges de personnel extérieur sont également à la hausse en 2023 et atteignent 642 K€ (+8%).

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,2 M€ stable par rapport à 2022 et 2021, dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 de dotations pour risques et charges d'exploitation.

A noter un montant de l'impôt sur les bénéfices s'élève à 646 K€ en 2023.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Des études menées en 2013 ont conduit à adopter un programme de travaux d'extension et de rénovation du centre de tri, menés en 2019.

Au terme des deux premières années de l'extension des consignes de tri, il convient de noter que si elle a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables à hauteur de 30 113 tonnes en 2023 (soit une progression de près de 25% depuis 2019) , celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues qui se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat, partagé par de nombreuses collectivités engagées dans l'extension des consignes de tri a conduit l'éco-organisme Citeo à proposer aux territoires volontaires le Plan Boost ECT, dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site ont été menés en 2022 et se sont achevés au printemps 2023.

Afin d'assurer la continuité du service suite à la fermeture de l'installation de stockage fin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a recherché de nouvelles capacités d'accueil et de traitement des refus conformément au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. Ce plan, approuvé fin 2019, définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le constat dressé de la disponibilité de capacités suffisantes de traitement sur le territoire de la région conduit en l'élargissement des zones de chalandise des installations de traitement autorisées.

Cette fermeture a donc modifié dès 2020 et de façon significative, l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, en générant une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Le montant global de la gestion des marchés pour l'élimination des déchets ultimes, répartis selon 4 lots (fonction du type de déchets à traiter) a ainsi été de 24,5 M€ en 2023, en augmentation de 11% par rapport au montant 2022 (22,1 M€.).

Ces contrats arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022. Outre l'augmentation progressive de la TGAP jusqu'en 2025, les perspectives de réduction programmée par le SRADDET des capacités d'accueil des installations induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service telle que constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets végétaux, issus des déchèteries ou des apports directs des habitants, a été assurée sur les unités de Grammont, initialement gérée en régie par Montpellier Méditerranée Métropole et dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé, et de Pignan, en exploitation privée, pour permettre notamment la production de coproduits (broyats) alimentant le process de méthanisation à Ametyst ou pour la digestion des boues sur les stations d'épuration de Baillargues et Fabrègues.

33 981 tonnes de compost normé NFU 44 051 ont ainsi été produites sur Ametyst en 2023.

Actions de communication

Dans le cadre de sa politique Zéro Déchet, la Métropole a mis en œuvre, dès octobre 2022, une nouvelle stratégie de communication pluriannuelle en 4 phases.

La première campagne (Sensibiliser grâce aux ambassadeurs sportifs) a été lancée en octobre 2022, lors de la Foire Internationale de Montpellier : « *Ensemble, gagnons le match du tri* » : Pour encourager les Montpelliérains à trier leurs déchets, la métropole a fait appel à ses sportifs de haut niveau. Le footballeur Téji SAVANIER, la basketteuse Romane BERNIES et le volleyeur Nicolas LE GOFF prêtent leur image à la nouvelle campagne "Zéro Déchet".

La phase 2 (« *Les Défis du Tri* »,) a débuté en février 2023, puis la phase 3 fin octobre 2023.

Information et prise en charge des demandes des usagers

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2022, 21 121 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" est venu compléter les services au citoyen.

Au total, près de 44 000 demandes qui ont été reçues par la Pôle DCE au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service public.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Ordures Ménagères et Assimilées	Tonnages collectés 2023
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	120 360
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	32 075
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 598

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés 2023
Déchèteries	75 002
Encombrants collectés en porte à porte	7 760

Soit un total de 246 795 tonnes collectées en 2023, soit 494 kg par habitant, ratio en baisse par rapport à 2022 (511 kg/hab), en raison de la baisse des tonnages observée notamment sur l'OMR.

En 2023, la baisse de production des Déchets Ménagers et Assimilés constatée depuis 2022 sur une large part du territoire national se poursuit. Les effets conjugués de la conjoncture économique des années précédentes, ainsi que des politiques de prévention et de sensibilisation autour des déchets, de l'importance du geste de tri et les communications à l'échelle nationale autour des biodéchets depuis la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets pourraient commencer à peser sur les habitudes des usagers.

Les principales données financières :

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2023 s'élève, hors amortissement, à 3 591 644 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 86 856 895 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 27,32 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Déchèteries : 6,02 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,67 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,37 M€ TTC ;
- Travaux sur les déchèteries : 1,07 M€ TTC

Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation AMETYST : 15,79 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 24,88 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri DEMETER : 4,79 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,53 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,30 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,70 M€ TTC ;
- Travaux unité de méthanisation AMETYST : 0,28 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 95,99 M€ de recettes en 2023. Les collectes sélectives ont généré environ 7,11 M€ de recettes, dont 5,12 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 1,99 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 4,76 M€ en 2023.

L'ensemble de ces éléments a été présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole réunie le 3 juin 2024 et le 5 décembre pour la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024_3M_RPQS_dechets_exe2023_BD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285484-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

RAPPORT ANNUEL

2023

**SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ
DU SERVICE PUBLIC
DE PRÉVENTION ET DE GESTION
DES DÉCHETS**



Rappel du cadre réglementaire et précision des objectifs de ce rapport annuel

L'article L.2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité des services de collecte, d'évacuation ou de traitement des déchets ménagers. Le décret n° 2015-1827, pris en application de la Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), vient modifier le contenu du rapport en définissant les indicateurs d'ordre technique et financier.

Ce rapport annuel dresse un bilan de l'année 2023 en présentant l'ensemble des évolutions et actions menées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de sa compétence déchets.

Ce document est également un outil de sensibilisation des citoyens à la prévention et la réduction des déchets : il est mis en ligne sur le site Internet **www.montpellier3m.fr**.

Crédits photos Montpellier Méditerranée Métropole

Textes : Pôle Déchets et Cycles de l'Eau / Maquette : S. Venelle « La Fourmi Rouge »

Sommaire

Chiffres clés

Présentation générale

Les temps forts de l'année 2023

1 La prévention des déchets p. 13

Actions de prévention, gestion de proximité des biodéchets, économie circulaire

2 La collecte p. 19

Flux collectés, contenants, règlement, types de collectes

3 La valorisation p. 29

Valorisation matière, organique et énergétique

4 Le traitement p. 33

Unité AMETYST, centre DEMETER, ISDND Castries, Grammont, OCREAL

5 L'exploitation des déchèteries p. 39

Installations, filières, programme de modernisation

6 La communication p. 43

Action de communication en faveur du tri et de la réduction des déchets, n° gratuit, partenariats

7 L'administratif et le financier p. 47

Financement du service, dépenses, recettes

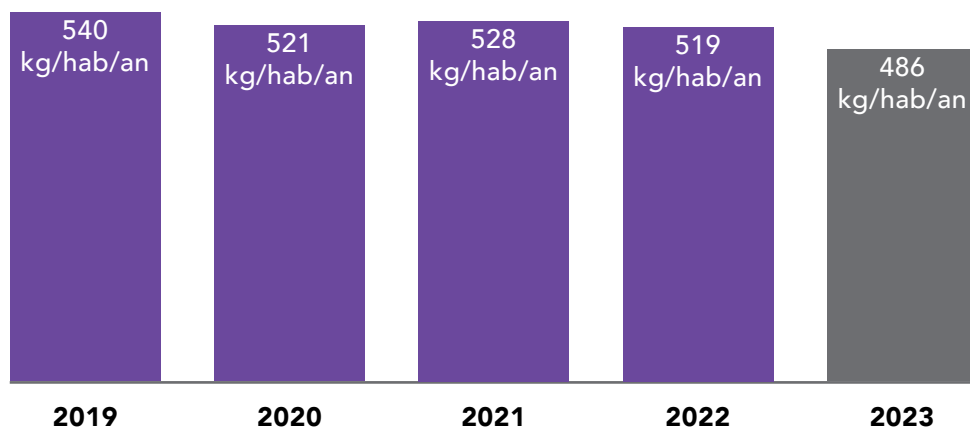
8 Perspectives 2024 p. 51

Politique Zéro Déchet de prévention et de sensibilisation



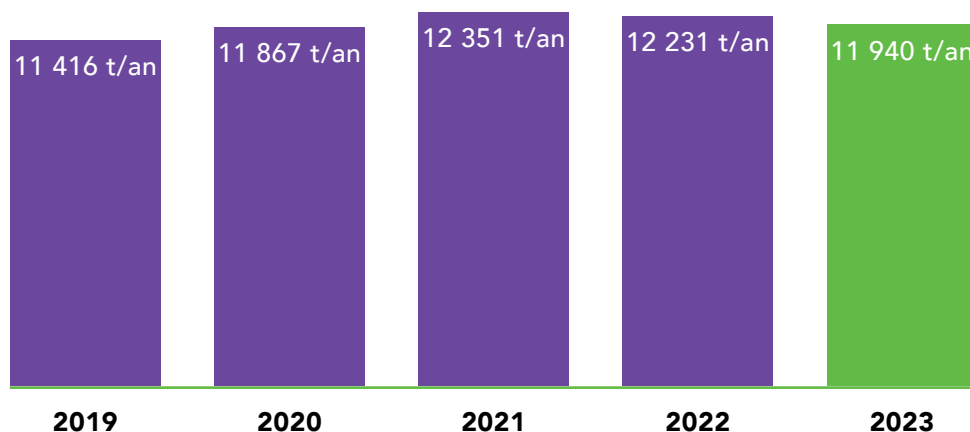
Chiffres clés

Production annuelle de Déchets Ménagers et Assimilés par habitant



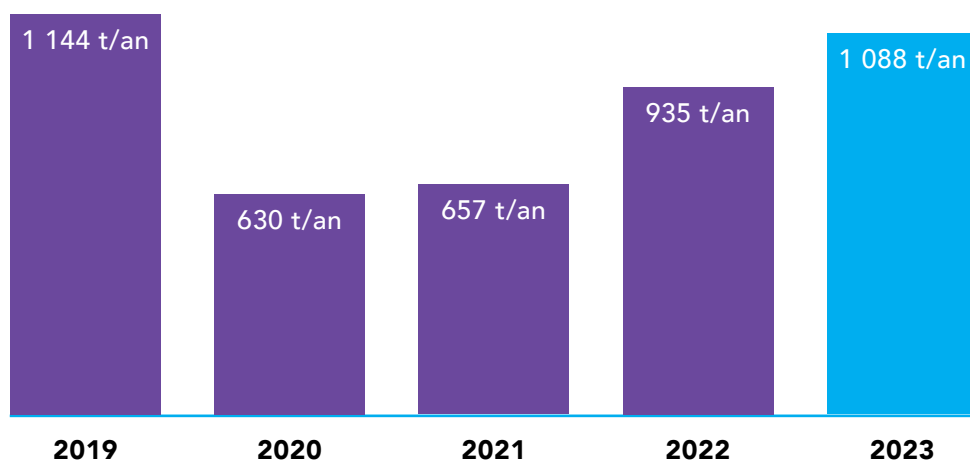
La tendance à la baisse des DMA se confirme en 2023, à consolider dans les prochaines années.

Tonnage « verre » collecté sélectivement (tonnes/an)



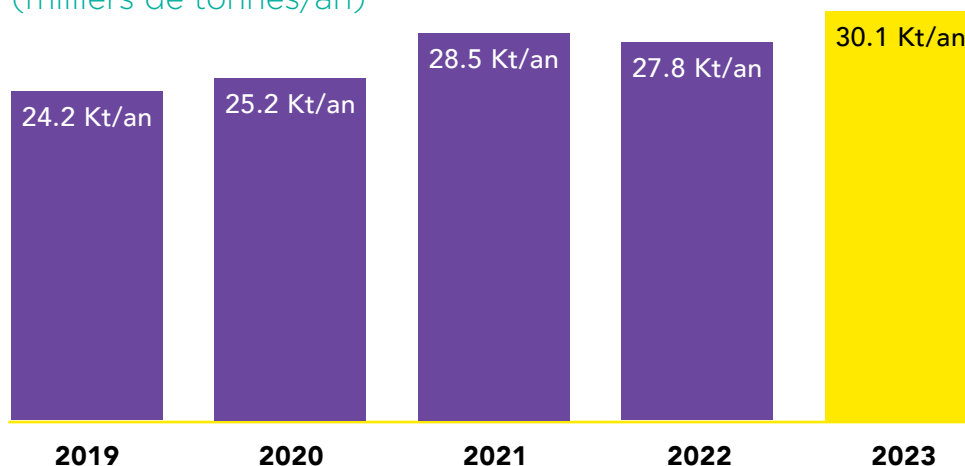
La collecte du verre se maintient autour de 12 000 t par an, grâce à un maillage renforcé de Points d'Apport Volontaire.

Tonnage « textile » collecté en Points Verts (apport volontaire) (tonnes/an)



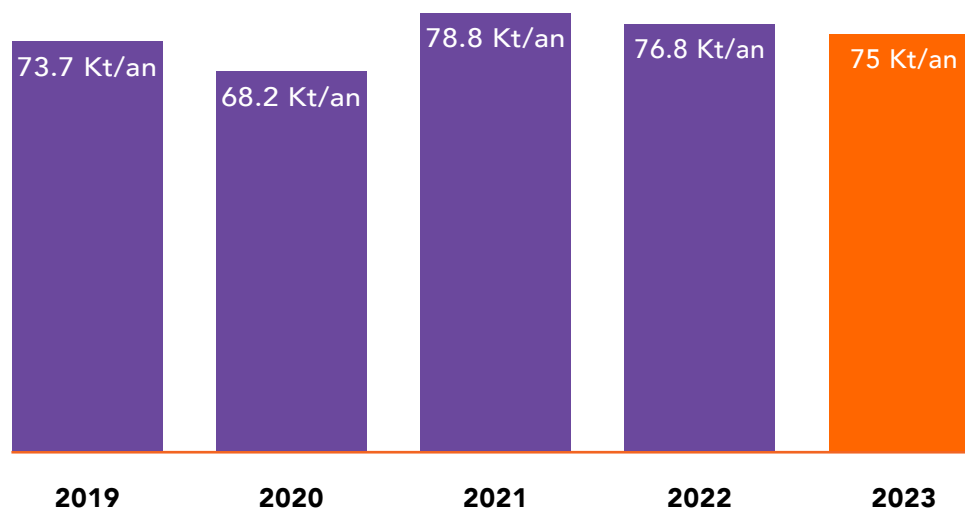
Un tri des textiles dont la dynamique se poursuit en 2023.

Tonnage « recyclables secs » collecté (Point d'Apport Volontaire et Porte-à-Porte) (milliers de tonnes/an)



En 2023, la mise en œuvre du plan Boost ainsi que les différentes campagnes de communication menées ont contribué au développement de la collecte sélective.

Tonnage entrant en déchèteries (milliers de tonnes/an)



Un tonnage fluctuant, impacté par les variations de tonnages de déchets verts.

Présentation générale

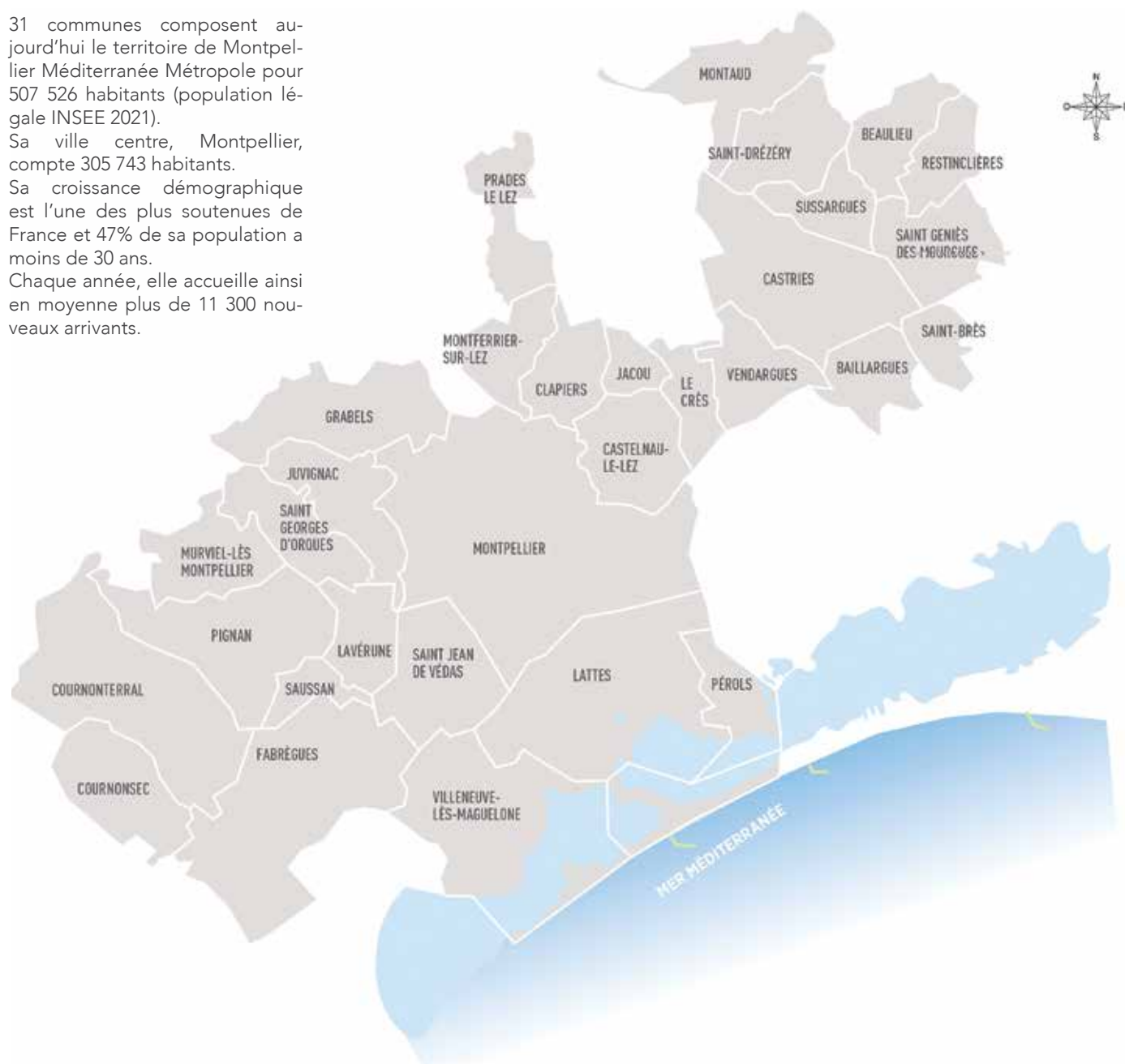
Le territoire

31 communes composent aujourd'hui le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour 507 526 habitants (population légale INSEE 2021).

Sa ville centre, Montpellier, compte 305 743 habitants.

Sa croissance démographique est l'une des plus soutenues de France et 47% de sa population a moins de 30 ans.

Chaque année, elle accueille ainsi en moyenne plus de 11 300 nouveaux arrivants.



Compétences

À la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » déjà exercée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} janvier 2004 s'est ajoutée la compé-

tence « propreté des espaces publics » dans le cadre du transfert global au 1^{er} janvier 2015 de la compétence « création, entretien et aménagement des voiries et espaces publics ».

L'historique

En 2016 et à la suite du transfert de la compétence « voirie » à la Métropole, la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) de Montpellier Méditerranée Métropole a été chargée de la propreté des espaces publics sur le territoire de la Ville de Montpellier, et les pôles « voirie » de la Direction des Services au Territoire sur les autres communes.

Afin d'adapter l'organisation des services de la Métropole aux enjeux des politiques publiques, le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (DCE) créé début 2022 a étendu les champs de compétence de l'ex-DPVD au réemploi et à l'économie circulaire, et a intégré l'Autorité Organisatrice de l'Eau et le service « Gestion Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

Les missions concernant les déchets

Le Pôle DCE de Montpellier Méditerranée Métropole développe une gamme de missions dans le but d'assurer la propreté de l'espace public sur la ville de Montpellier et la prévention et la gestion des déchets ménagers et assimilés collectés sur l'ensemble du territoire métropolitain, à savoir :

- la politique de prévention des déchets, de réemploi et d'économie circulaire,
- les collectes des déchets résiduels et collectes sélectives des déchets recyclables et des biodéchets,
- la gestion des équipements de proximité (déchèteries et colonnes d'apport volontaire),

- l'exploitation du centre de tri DEMETER des déchets recyclables secs,
- l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST,
- l'exploitation de la plateforme de broyage des déchets végétaux de Grammont,
- la gestion des contrats de valorisation des Déchets recyclables et de traitement et d'élimination des déchets ultimes,
- le développement des nouvelles filières de valorisation,
- le suivi post-exploitation des installations de stockage des déchets non dangereux de Castries et du Thôt.

Les équipements du territoire concourant au Service Public de Gestion des Déchets



Les temps forts de l'année 2023

11 940

tonnes de verre collectées en 2023

1 088

tonnes de textile collectées en 2023

30 113

**tonnes de
recyclables secs
collectées en 2023**

La Feuille de route Zéro Déchet du 22 mars 2022

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

Le contexte réglementaire

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

A l'échelle régionale, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), adopté le 14 novembre 2019 est désormais intégré au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), adopté le 30 juin 2022, qui incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040 et confirme la priorité donnée à la prévention des déchets.

De plus, la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) du 10 février 2020 entend accélérer le changement de modèle de production et de consommation afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité

et le climat. Les 130 articles de cette loi tendent à transformer en profondeur notre système productif en passant d'une économie linéaire - produire, consommer, jeter, à une économie circulaire. Elle se décline en cinq grand axes :

- Sortir du plastique jetable.
- Mieux informer les consommateurs.
- Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire.
- Agir contre l'obsolescence programmée.
- Mieux produire.

Une modification du SRADDET a été engagée en 2023 afin d'intégrer les nouveaux objectifs chiffrés de la loi AGECL :

- Réduire les quantités de DMA admis en installation de stockage en 2035 à 10 % des quantités de DMA produits mesurées en masse,
- Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025

Le contexte financier

S'agissant des coûts d'élimination des refus, suite à la fermeture fin 2019 de l'installation de stockage de Castries, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu, pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus de la Métropole. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€ : arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022.

Outre l'augmentation progressive de la TGAP jusqu'en 2025, les perspectives de réduction des capacités d'accueil des installations programmées par le SRADDET induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service d'ores et déjà

constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

De plus, la mise en œuvre du « socle commun des Matières Fertilisantes et Supports de Culture » désormais annoncée au 1^{er} janvier 2025, interdisant, compte tenu du process développé sur AMÉTYST, le retour au sol des presque 40 000 tonnes de composts d'OMR, constitue un bouleversement à venir supplémentaire de l'économie du service déchets. Le contrat d'exploitation de l'unité Ametyst arrivant à terme au 31 décembre 2024, le nouveau contrat qui sera attribué à l'issue de la consultation devra intégrer cette perspective et rechercher de nouveaux moyens d'optimisation de son fonctionnement.

La fin de l'année 2023 et le début de l'année 2024 seront consacrés à la définition de ces évolutions devenues indispensables.

L'approbation de la Feuille de route Zéro Déchet

C'est dans ce cadre contraint que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse Zéro Déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation, de réemploi et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de réduction de la production des déchets et de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) intégreront les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

La feuille de route Zéro Déchet adoptée par Montpellier Méditerranée Métropole en mars 2022 constitue un sujet influant

directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente ainsi vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme. Cette stratégie repose ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres :

- une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

L'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « circulaire ». La Métropole de Montpellier, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets.

Approbation du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2022-2027

En 2011, la Métropole avait élaboré son premier programme local de prévention des déchets (PLPD), dont les actions ont permis de maintenir à un niveau constant la quantité globale de déchets ménagers et assimilés collectés par le service public malgré une forte croissance démographique.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMr et DMA, la Métropole a acté le lancement de son 2^e programme de prévention des déchets avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés, en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets de la Métropole.

Pour mener à bien ce PLPDMA, 9 ateliers de travail partenariaux thématiques se sont tenus et une Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie deux fois entre 2021 et 2022 avec une cinquantaine de participants pour co-construire et valider le projet de PLPDMA.

Le PLPDMA comporte au total 24 projets structurants déclinés selon les 5 axes stratégiques que sont :

- Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets.
- Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, réutilisation et réparation des objets.
- Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets).
- Accompagner les professionnels.
- Positionner la Métropole comme un facilitateur et un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

Le PLPDMA a été adopté par la Métropole en février 2023 et les premières actions ont été mises en place tout au long de l'année (développement du compostage, des solutions de réemploi, sensibilisation des jeunes publics...).

2023, année pionnière du lancement de la stratégie Biodéchets de la Métropole

Elément fondamental de la Feuille de route Zéro Déchet, la stratégie Biodéchets a été élaborée et consolidée dans le courant de l'année 2022 : le tri des déchets, et notamment la valorisation des biodéchets, constitue un levier facilement mobilisable afin de maîtriser les dépenses pour la collectivité. En effet, près de la moitié des déchets que l'on retrouve dans les bacs gris sont des épiluchures et des restes de repas (qui contiennent près de 80 % d'eau). Ils sont donc valorisables à un moindre coût, soit par la pratique du compostage, soit par le biais d'une collecte des biodéchets.

Dans le cadre de l'Appel à Projets « Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie », et dans la continuité d'une étude qui visait à l'élaboration du schéma de gestion

des biodéchets, Montpellier Méditerranée Métropole a pu définir les objectifs (35kg/an/hab de biodéchets collectés) et les axes de travail concernant la collecte séparative des biodéchets. Ce travail s'est concrétisé par la formulation d'une nouvelle demande de soutien, validés par la Région et l'ADEME, concernant les équipements et les prestations relatifs à la collecte.

Ainsi, complémentairement au développement du compostage sous toutes ses formes, l'enjeu est de redynamiser la collecte des biodéchets en la modernisant et en l'adaptant à la typologie d'habitat, qu'il s'agisse de collecte en point d'apport volontaire ou en porte à porte.

L'année 2023 a constitué le tournant décisif de cette stratégie biodéchet, avec notamment :

- Le déploiement d'un réseau dense de Points d'Apport Volontaire biodéchets sur 10 communes de la Métropole en 2023 (Courmonterral, Cournonsec, Murviel-Les-Montpellier, Saussan, Montaud, Saint-Drezéry, Sussargues, Beaulieu, Restinclières, Saint-Geniès), soit 75 PAV pour les 10 communes et le remplacement de 6 précédemment installés. 13 000 foyers ont été équipés de kits biodéchets (bioseau ajouré et un lot de sacs krafts) leur permettant de déposer leurs biodéchets dans les PAV. Pendant les six dernières semaines de l'année 2023, une prestation en porte-à-porte auprès de 6 000 foyers a été réalisée avec trois équipes composées de deux agents chacune. L'objectif était de mobiliser les usagers sur l'utilisation de ces nouveaux dispositifs et d'évaluer l'efficacité des emplacements actuels. Une nette augmentation des taux de remplissage des PAV environnants a été observée les semaines qui ont suivi, établissant l'importance de la sensibilisation en porte-à-porte.
- La distribution de bioseaux ajourés avec l'utilisation de sachets krafts (notification d'un marché en 2022 pour un premier test en 2023 sur 10 communes où la collecte en porte-à-porte a été remplacée par les Points d'apports volontaires) ; ce premier test a permis d'ajuster les ratios d'installation de PAV par habitant. Une nécessité de prendre en considération la géographie des communes et la prise en compte du changement des habitudes occasionnées.
- L'accompagnement de la mise en place des PAV biodéchets par des kiosques/discussions autour du compostage et du tri des biodéchets.
- L'augmentation de la captation des biodéchets en favorisant leur collecte dans la restauration collective (restaurants scolaires, restaurants universitaires, hôpitaux, maisons de retraite, prison, etc...) par le biais d'une collecte bi-hebdomadaire. Un travail de sensibilisation sur une zone pilote située à l'ouest du territoire avait notamment été effectué en 2022, avec pour objectif de communiquer davantage auprès de ces gros producteurs quant à la nécessité de trier et de valoriser



leurs biodéchets : une amélioration a été constatée dans la compréhension de ces gros producteurs, qui bénéficient de l'accompagnement de la Métropole autour du compostage et de la collecte des biodéchets.

- Une information adaptée aux professionnels tels que les restaurateurs et les commerçants au sujet de leurs obligations réglementaires et des contrôles concernant le tri des biodéchets. Une première phase d'audit a été réalisée pour évaluer les quantités et proposer une solution de détournement adaptée à notamment au cœur de ville de Montpellier. Cela nécessite un travail transversal entre l'ensemble des services de la métropole et de la ville.
- Des formations spécifiques pour la montée en compétences des agents, élus et associations ont été menées pour améliorer la collecte des biodéchets et limiter le gaspillage alimentaire.
- Le projet de développer une collecte en bacs des biodéchets sur les marchés de plein air. Plusieurs réunions ont été menées avec les différents services concernés.



La promotion de la collecte séparative des biodéchets, axe majeur de la stratégie Zéro Déchet, est au cœur des campagnes de communication de la Métropole de Montpellier, afin de sensibiliser et d'accompagner le geste du tri des biodéchets. Cette communication a été élaborée en 2023 et pour un lancement au 31 Janvier 2024.



L'unité AMETYST, outil d'accompagnement de la stratégie Biodéchets

AMETYST a traité en 2023 la totalité des 121 980 tonnes de déchets collectés sur le territoire de la Métropole dont 120 360 tonnes de déchets résiduels et 1 620 tonnes de biodéchets, en diminution de 5,4 % par rapport à 2022 (128 902 tonnes).

L'unité AMETYST a également accueilli 9 457 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc.) contre 9 729 tonnes en 2022.

L'unité Ametyst a engagé début 2021 sa mutation pour s'inscrire dans les objectifs de valorisation optimale des biodéchets de la stratégie Zéro Déchet. En 2023, la « ligne verte » a ainsi composté 1 620 tonnes de biodéchets en équivalent bio.

Le procédé « d'ultracriblage » démarré au 1^{er} janvier 2015 a permis de produire 33 981 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 (36 041 tonnes en 2022) qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 241 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées.

Il convient toutefois de rappeler que la Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) transpose au niveau national le paquet économie circulaire de l'Union Européenne adopté au printemps 2018, qui demande aux pays de l'UE de mettre en place le tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023.

Complémentairement, le projet de « socle commun » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture, dont la mise en œuvre est désormais envisagée au 1^{er} janvier 2025 suite aux échanges entre les pouvoirs publics et les parties prenantes, impactera fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant, au regard du process actuel de l'unité Ametyst, le retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité Ametyst. Il obligera à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application prévue ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

La production d'énergie s'est établie en 2023 à 34 606 MWh électriques et thermiques valorisés en auto-consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur des 2 300 logements de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (33 951 MWh en 2022).

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

L'extension et le rappel des consignes de tri, un enjeu majeur de l'année 2023

Concomitamment aux travaux d'extension et de modernisation du centre de tri DEMETER, Montpellier Méditerranée Métropole a été sélectionnée par l'éco-organisme CITEO, dès 2019, avec 30 autres collectivités pour prendre le virage de la simplification du geste du tri : « Tous les emballages et tous les papiers se trient », dans le cadre du Plan de Performances des territoires.

Cette opération, réalisée en deux phases successives (la première le 17 octobre 2019 pour 17 communes et la seconde le 14 janvier 2020 pour les 14 autres communes métropolitaines), a permis à l'ensemble des habitants de la Métropole de pouvoir augmenter sensiblement les quantités triées puisque tous les emballages plastiques et les petits aciers et aluminium doivent désormais être déposés dans les bacs ou sacs jaunes.

Au terme des deux premières années de mise en œuvre, il convient de noter que, si l'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables, celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues. Cela se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables, qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce phénomène n'étant pas spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole a conduit les éco-organismes CITEO/ADELPHÉ à proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation, dénommé « Plan BOOST Extension des Consignes de Tri ».

Dans le cadre du Plan BOOST, la Métropole de Montpellier s'est engagée dans un plan d'actions afin d'améliorer la compréhension et la qualité du tri des emballages et papiers. L'année 2023 a ainsi été marquée par des opérations de communication :

- **Envoi mémo tri des 4 flux** : 316 000 courriers à destination des habitants de la Métropole, fin mai/début juin 2023
- **Envoi mémo spécifique tri des emballages et papiers** : 240 000 exemplaires distribués en décembre 2023
- **Campagne d'affichage pour l'habitat collectif** : livraison de panneaux rappelant les consignes de tri (ordures ménagères et emballages et papiers)
- **Commande d'autocollants avec les consignes de tri pour les bacs jaunes** : 60 000 autocollants
- **Marché d'adhésivage prévu pour 2024** : adhésivage de 60 000 bacs jaunes individuels
- **Dotations de bacs jaunes** (particuliers/collectif) supplémentaires
- **Travail avec les bailleurs et syndicats du territoire.**



Une collecte du verre toujours soutenue

Fin 2023, ce sont 1 316 conteneurs qui sont à disposition des usagers. Ainsi, 11 658 tonnes de verre ont été collectées en apport volontaire et 342 tonnes auprès des professionnels.

Cette poursuite de l'effort sur la collecte du verre a été accompagnée par un renforcement de la communication sur le tri du verre au travers de nouveaux visuels. En complément, une communication de proximité sur les nouveaux points de l'ultra-centre de la ville de Montpellier été menée en porte-à-porte avec distribution de sacs cabas dédié.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée auprès du comité de l'Hérault de la Ligue contre le cancer afin de renforcer l'image du geste de tri du verre et attribuer une aide financière pour le soutien des équipes de recherche locales et nationales de la Ligue. Dans ce cadre, la métropole a versé 24 461 € au titre de l'année 2023.



1

La prévention des déchets



Quartier de Malbosc – Montpellier

120 000€

**de subvention attribués
dans le cadre de l'Appel
à projet Zéro Déchet**

3 000

**nouveaux composteurs
individuels installés**

499

**sites équipés de
composteurs collectifs**
(résidences, établissements
scolaires, jardins partagés,
maisons de retraite...)

La prévention des déchets

A - L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réduction des déchets.....	p. 14
B - Indice de réduction des déchets stockés	p. 14
C - Les principales réalisations 2023 sur le thème de la prévention	p. 15
D - La gestion de proximité des biodéchets	p. 17

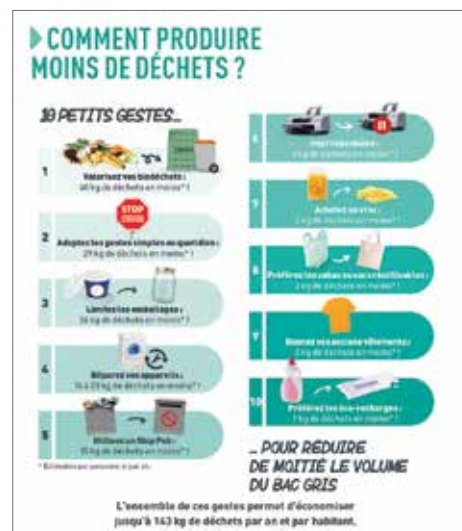
A - L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réduction des déchets

INDICATEUR	PRODUCTION DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (DMA)					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	250 995	246 258	262 708	259 180	246 795	-12 385	-4.8%
Ratio kg/an/habitant	540	521	528	519	486	-32	-6.2%

Après la baisse importante enregistrée en 2017 suite à la rationalisation des conditions d'accès en déchèteries, la production globale de déchets est relativement stable, malgré l'augmentation significative de la population.

Cela traduit une tendance baissière du ratio de production de déchets par habitant, principalement au niveau des OMR, les légères fluctuations observées d'une année sur l'autre étant en grande partie liées à la production de déchets verts dépendante des conditions météorologiques.

En 2023, la baisse de production des Déchets Ménagers et Assimilés constatée depuis 2022 se poursuit.



B - Indice de réduction des déchets stockés

En 2023, 88 967 tonnes de déchets d'origine ménagère produites sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ont été stockées dans le cadre des différents contrats de traitement conclus par la Métropole, (en baisse de 2,5 % par rapport aux 91 265 tonnes stockées en 2022).

C - Les principales réalisations 2023 sur le thème de la prévention

Parmi les actions ayant contribué à une diminution conséquente des quantités de déchets ménagers produites par habitant en 2023, on peut citer en particulier :

Le STOP PUB

Près de 100 000 STOP PUB ont été distribués depuis 2016 par les guichets uniques, les éco-messagers lors d'animations et de stands de sensibilisation et dans le cadre du défi éco-responsable, soit une réduction potentielle annuelle de 150 tonnes de papier (publicités dans les boîtes aux lettres et autres courriers non adressés).

Les STOP PUB sont également largement diffusés lors des différentes manifestations de la Métropole (Antigone des Associations, Foire Internationale de Montpellier...).

Le réemploi

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé de nouvelles réflexions dans le cadre de la loi « AGECE », qui dispose que « les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés et ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables ».

Des Points de Réemploi sont progressivement installés au sein du parc des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit de points de collecte d'objets encore en bon état permettant de leur offrir une seconde vie en les proposant à la vente ou au don.

En mai 2022, un premier Point de Réemploi pilote a été ouvert sur la déchèterie de Baillargues/Castries dont la gestion a été confiée à titre de test à Emmaüs. Il rencontre depuis un vif succès, et le taux de réemploi des objets déposés est estimé à 95%.

En 2023, un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé auprès des opérateurs potentiels pour structurer l'offre de service et identifier le ou les acteurs qui contribueront à valoriser les objets déposés par les usagers dans les déchèteries tout en développant une économie circulaire locale.

Les opérateurs ont été identifiés et 3 nouveaux points de réemploi ont ouvert le 1^{er} janvier 2024 dans les déchèteries de :

- Montferrier-sur-Lez
- Saint Georges d'Orques
- Villeneuve-lès-Maguelone

À terme, le territoire comptera 8 Points de Réemploi dans son parc de déchèteries.

Montpellier Méditerranée Métropole continue son soutien et sa collaboration avec les acteurs du réemploi de son territoire afin d'encourager la promotion de l'économie circulaire, la limitation des déchets et le retour du réemploi.

Tous les secteurs sont concernés et illustrés à travers les différentes structures qui ont bénéficié d'une subvention de la part de la Métropole :

- Le secteur du BTP qui produit plus de 40 millions de tonnes pour la seule activité du bâtiment en France : l'association Mas Réemploi, anciennement MRBC, avec l'ouverture d'un centre de réemploi des matériaux de construction au Crès, qui collecte, stocke et propose les matériaux collectés principalement aux professionnels.

- Celui du sport avec l'installation de la recyclerie spécialisée Lezprit Réquipe au Parc à Ballons à Montpellier : un espace de 300 m² dédié aux matériels de sport de seconde main ainsi qu'un atelier au Crès. L'association se voit également confier la valorisation d'un des points de réemploi

- L'ouverture du magasin Envie qui a ouvert une boutique d'équipements électroniques et électroménagers usagés et collectés auprès de l'entreprise Darty pour les revendre 40 à 60% moins cher que le neuf.

- La Ressourcerie du Lez qui propose sur la commune de Prades-le-Lez une boutique de vêtements hommes, femmes et enfants à prix solidaires.

- Le soutien à Troc & Mode Kids, une boutique de seconde main spécialisée dans les articles pour enfants en plein cœur du quartier des Beaux-Arts à Montpellier.



- La Pépite de Maguelone, recyclerie spécialisée dans les vêtements à Villeneuve-lès-Maguelone

- Le soutien à Mouvement Circulaire Etudiant, recyclerie éphémère à destination des étudiants

- L'appui à la relance de la consigne de verre avec la structure Oc'Consigne en recherche d'un site pérenne d'implantation.

- Les collaborations avec Les Tibouchines, nouvelle recyclerie à Lattes, ERCA/Gammes et Emmaüs sur les points de réemploi

La Métropole de Montpellier travaille également sur le déploiement de recycleries sur son territoire avec près de 4 millions d'euros inscrits à la PPI. Dans ce cadre, en 2023, l'étude pour l'implantation d'une recyclerie sur une parcelle mitoyenne de la déchèterie de Grabels/les hauts de Massane a été finalisée avec la commune de Grabels.

Une étude de faisabilité a également été lancée pour l'implantation d'une recyclerie sur la commune de Prades-le-Lez.

L'hygiène durable

Les textiles sanitaires à savoir, les couches jetables, serviettes hygiéniques, mouchoirs en papier et lingettes à usage ménager, sont en nette augmentation et représentent plus de 14% du total de la poubelle d'ordures ménagères, soit 35 kg/hab/an (d'après la dernière étude nationale de l'ADEME sur la caractérisation des ordures ménagères, MODECOM - 2017).

Est ainsi apparue dans le cadre de cette étude une explosion des quantités de textiles sanitaires : plus 200% passant de 12 à 35 kg/hab/an en près de 25 ans.

Concernant l'hygiène menstruelle, les tampons et les serviettes jetables sont les protections hygiéniques les plus utilisées par les femmes et ne sont pourtant pas sans conséquences sur la

santé et l'environnement. La Métropole de Montpellier a distribué plus de 1 500 kits de protections hygiéniques lavables (culottes, serviettes et coupes menstruelles) auprès des étudiantes du territoire en lien avec le CROUS de Montpellier.

3 distributions ont ainsi eu lieu dans les restaurants universitaires pendant la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets avec le soutien du MHR Solidaire, l'Agence du Don en Nature, Suez et Link4valeurs.

Ces distributions ont également permis de sensibiliser plus largement au tri et à la prévention des déchets mais également à l'hygiène durable en lien avec des associations spécialisées.

La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD)

La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) s'est déroulée du samedi 18 au dimanche 26 novembre 2023. Pour sa 15^e édition, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé un programme orienté sur le « Zéro Déchet » (réemploi, compostage, éco-exemplarité...) avec plusieurs cibles : scolaires, grand public, agents (Ville, Métropole et CCAS), référents de sites de compostage...

Au programme :

- Organisation d'une journée d'ateliers Noël Zéro Déchet au centre commercial Polygone.
- Tenue de la deuxième édition du Méga Troc en partenariat avec le Lycée Georges Pompidou de Castelnau-le-Lez avec la tenue d'ateliers (réparation de vélos, fabrication de produits d'entretiens, de cosmétique, couture, etc.).
- Participation de plus de 60 écoles à la collecte de jouets au profit d'associations du territoire.
- Organisation de deux collectes solidaires à la Métropole de Montpellier et à l'Hôtel de Ville de Montpellier au profit d'Emmaüs.
- Animation au sport Zéro Déchet en lien avec le club de basket-ball de Lattes BLMA
- Animations et ateliers dans les Maisons Pour Tous et Clubs de l'âge d'or de la Ville de Montpellier.
- Organisation du premier Rallye vélo-compost pour l'inauguration du 50^e composteur de quartier.
- Des animations compostage (formation « Référent de site », ateliers « Éco-jardinage », formation « Guide composteur » et webinaire « Initiation au compostage »).



L'accompagnement des événements éco-responsables

Dans le cadre de sa charte des événements éco-responsables, la Métropole a accompagné, pour la deuxième année consécutive, le FISE pour tendre vers un FISE Zéro Déchet avec la mise en place de :

- Tri des déchets (corbeilles bi-flux, bacs jaunes 660 litres).
- Tri des mégots (installation de 10 cendriers à vote, cendriers de poche).
- Tri des biodéchets (catering et espace chill zone avec stand de sensibilisation).
- Stand institutionnel Déchets.

- Stand mutualisé avec des associations du territoire sur la thématique de la prévention des déchets (CLOPE, Impulse et Lezprit Requite).

- Communication sur le tri (bâches, autocollants...) ...

Cet événement est la plus grande compétition de sports extrêmes en Europe et a réuni + de 500 000 visiteurs sur 5 jours.

Dans cette même démarche, la Métropole de Montpellier a également accompagné de nombreux événements sur l'ensemble du territoire.

Sensibilisations des jeunes publics

Dans le cadre de son PLPDMA, la Métropole de Montpellier a souhaité mettre l'accent sur la sensibilisation des jeunes publics (de la grande section de maternelle à la terminale) à la réduction des déchets, à la gestion des biodéchets (tri et compostage) ainsi qu'au tri des déchets en développant massivement les interventions sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires.

Ainsi, un nouveau marché d'animations scolaires autour de la réduction, du tri des déchets et du compostage a été lancé pour l'année 2023-2024 (en collaboration avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault).

Les objectifs principaux de ces animations auprès des jeunes publics de Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- Éveiller la conscience « éco-citoyenne » des jeunes publics de Montpellier Méditerranée Métropole sur la thématique de la prévention des déchets,
- Initier les élèves par des animations et des ateliers à de nouveaux gestes pour diminuer leurs déchets.



Convention de partenariat pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire avec la CCI

Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI ont conclu une convention ayant pour objectif d'assurer la sensibilisation des professionnels, l'accompagnement des professionnels qui contribuent aux changements de comportement des consommateurs et la promotion de solutions d'économie circulaire. De nombreux professionnels expriment en effet le besoin d'être informés et accompagnés dans la mise en œuvre de cette transition écologique. C'est pourquoi la CCI Hérault accompagne les entrepreneurs qui souhaitent se lancer ou accélérer leur transition écologique avec un état des lieux rapide et pragmatique.

La CCI de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité ainsi renforcer leur partenariat sur la problématique de gestion des déchets des activités économiques, notamment pour améliorer le tri sélectif auprès des ressortissants de la CCI. Il s'agit également d'engager le territoire vers des modèles économiques d'économie circulaire.

Cette convention qui s'inscrit dans l'axe 4 du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPD-MA) de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue pour une durée de trois ans et précise les actions à mener, les moyens humains, la mise à dispositions de matériels de communication ainsi que les aspects financiers alloués à chacune des parties.

La reconduction de l'Appel à Projets Zéro Déchet 2023 (AAP)

En 2023, la Métropole de Montpellier a renouvelé son Appel à Projets Zéro Déchet avec le souhait de générer des projets permettant de réduire les Déchets Ménagers et Assimilés du territoire en tendant *in fine* vers le Zéro Déchet, la consommation responsable et le réemploi. Cet AAP permet de favoriser localement une dynamique autour de ces thématiques et d'inciter les acteurs du territoire vers de nouvelles pratiques plus vertueuses en matière de gestion des déchets.

Cette troisième édition a récompensé 12 lauréats avec une enveloppe totale de 120 000€, dont :

- **L'ARDAM (Association de Ressources et Développement des Activités et Métiers de l'Environnement)** : valorisation de la démarche de récupération/valorisation auprès d'un groupe de jeunes travailleurs résidant en Habitats Jeunes.
- **L'association Établissement Léon Cordas** : compostage des déchets issus de la cuisine scolaire.
- **La Main Verte** : réutilisation de tissus et sacs plastiques pour la création de tapis avec la réalisation d'une exposition.
- **Coscience** : mise en place d'ateliers Zéro Déchet dans 10 résidences universitaires.

- **L'Île des Possibles** : réalisation d'un programme d'une semaine répliqué dans les 6 principaux campus pour aborder la prévention des déchets et l'économie circulaire.

- **La Désencombrerie** : organisation de ressourceries éphémères à destination des habitats collectifs.

- **Le Quartier Généreux** : mise en place d'actions Zéro Déchet (compostage, frigo solidaire, toilettes sèches) dans un café associatif.

- **Miamuse** : valorisation des déchets alimentaires et des déchets verts dans un lycée.

- **Réseau des Semeurs de Jardins** : réalisation de sessions de broyage et sensibilisation auprès des copropriétés, particuliers et jardins partagés.

- **Troc & Mode** : encourager la circulation locale des vêtements en les revalorisant par de la revente ou du réemploi.

- **Le Carrousel** : développement d'un Repair Café pour établir des collaborations et des solidarités entre les résidents des logements sociaux et les habitants d'un quartier.

- **Mouvement Circulaire Etudiant** : pérennisation et nouvelle dimension pour la mise en place de recycleries éphémères pour les étudiants.

La sélection de la Métropole de Montpellier, lauréat de l'appel à engagement pour un territoire en transition – économie circulaire ADEME

L'ADEME propose un programme d'accompagnement et de reconnaissance des politiques territoriales en faveur d'une économie circulaire pour les collectivités. La Métropole a été lauréate de l'appel à engagement pour un territoire en transition en 2022 en vue d'obtenir le label « économie circulaire ».

D - La gestion de proximité des biodéchets, un élément prioritaire de prévention des déchets

Le développement de la gestion de proximité des biodéchets

Dans le cadre de l'Appel à Projets « Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie » pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en 2020, un complément de demandes de subventions a été déposé auprès de l'ADEME et la Région. Il a fait l'objet d'une validation par l'ADEME (avec contreseing du Préfet de l'Hérault) et par la Région en fin d'année 2022, avec l'objectif de détourner, à terme, des déchets résiduels, 35 kg/an/hab de biodéchets.

Cet axe joue un rôle essentiel dans la sensibilisation et la communication autour du tri des déchets, mettant l'accent sur sa qualité pour contrer les pratiques détournées à grande échelle. En mettant en avant l'objectif final du tri, il favorise une meilleure adhésion et accompagne le changement de comportement.



Il s'agit entre autres de structurer une démarche globale autour du compostage sous toute ses formes ; pratique vertueuse qui pourra permettre le traitement des biodéchets en proximité de leur zone de production. Dans cette perspective, une attention est portée à la construction d'un véritable maillage stratégique pour faciliter le geste de tri et valoriser les biodéchets au plus près de leurs productions.

Le compostage individuel

Dès fin 2001, des composteurs individuels ont été mis gratuitement à disposition des ménages ayant un jardin. 3 000 nouveaux matériels ont été distribués en 2023 et, à ce jour, le nombre de composteurs distribués dépasse les 34 000 unités.

Avec la volonté de faire monter le territoire en compétences, outre les outils proposés (tuto vidéo, guide pratique du compostage...), des webinaires d'information/sensibilisation, à destination des usagers ayant récupéré un composteur, ont été organisés chaque mois.

Dans la même perspective de réduction des déchets, la collectivité a également continué à délivrer un soutien financier et un accompagnement technique à la mise en place de lombricomposteurs, à l'achat de poules ainsi qu'à l'acquisition de composteur individuel en bois. Pour l'année 2024, la Métropole de Montpellier prévoit la mise en place d'ateliers de construction de composteurs en bois fabriqués à partir de palettes récupérées. Ces ateliers sont rendus possibles grâce à des partenariats avec des acteurs locaux spécialisés dans la récupération et la rénovation de palettes. L'objectif de ces ateliers est de concevoir des composteurs adaptés à la taille des jardins et même des terrasses en fonction de leur disponibilité.

Le compostage collectif

Le compostage collectif a été initié dans le cadre du 1^{er} programme local de prévention des déchets de la Métropole. Dans la continuité, 42 nouveaux sites de composteurs collectifs ont été mis en place en 2023 en résidences et en établissements, et 3 nouveaux composteurs de quartiers. On compte donc désormais près de 499 sites équipés (résidences, établissements scolaires, jardins partagés, maisons de retraite...) sur le territoire métropolitain fin 2023.

Par ailleurs, la Métropole continue son action en partenariat avec les associations et les mairies pour déployer des composteurs de quartier. Concernant les sites de compostage partagé, le 50^e a été inauguré lors de la SERD sur un quartier étudiant de Montpellier, Le Crous. En partenariat avec Habitant Jeunes, l'objectif est de pouvoir déployer plus de sites de compostage sur ce public. La métropole a sollicité une société coopérative (SCOP) spécialisée en bureau d'études pour explorer de nouveaux emplacements. En 2023, cette collaboration a permis de repérer 15 nouveaux sites, pour lesquels des référents de site ont été formés afin d'assurer une gestion efficace. Ce déploiement a fait l'objet d'un accompagnement spécifique, avec l'association COMPOSTONS, sur une zone pilote de 10 communes.

Toujours avec le souci de démocratiser le compostage et de faire monter le territoire en compétences autour de cet enjeu, la Métropole a organisé des formations (conformes au référentiel ADEME), sous la forme de 22 sessions (258 personnes formées « Référent de site » et 58 personnes formées « Guide composteur » (modules de base)).

En 2024, du fait de l'évolution de la formation « Guide composteur », la seconde session annuelle proposera les modules complémentaires nécessaires pour prétendre à la formation « Maître composteur » à l'ensemble des Guides Composteurs.

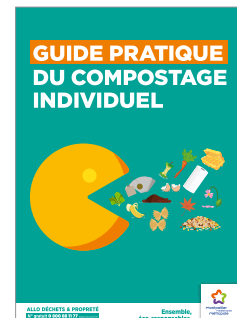
Au total, en 2023 ce sont 108 nouveaux sites en établissements et 92 en résidences qui ont été déployés.

Pour permettre un déploiement massif de tous ces nouveaux équipements col-

lectifs, de nouveaux outils de communication ont été déployés :

- Des kakémonos ont été développés afin d'informer les usagers, lors des ateliers et autres stands d'information, des solutions qui leur sont offertes, avec un focus particulier sur le compostage de quartier.
- Plusieurs évènements ont été organisés et animés, que ce soit pour mettre en avant le 50^e site mis en place en novembre 2023 ou pour alimenter la dynamique autour du « réseau » des référents, facteur essentiel de la réussite de cette démarche éco-citoyenne. À cet effet, en moyenne, 2 moments de convivialité sont organisés chaque année. Ainsi, en novembre 2023, une troupe de théâtre forum est intervenue afin de pouvoir évoquer les difficultés rencontrées par certains sites. Cela a permis des échanges entre les référents, des partages de bonnes pratiques...
- Un maître-composteur spécialisé sur la question de l'animation a été recruté en mars 2023, notamment afin de gérer l'animation du réseau des bénévoles.
- En 2023, la communication autour des sites de compostage de quartier a été intensifiée pour améliorer leur visibilité et aider les résidents à respecter les consignes de tri. Dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD) 2023, des actions telles que des rencontres théâtre-forum ont été organisées.
- Pour accompagner chaque inauguration de site, la métropole a mis à disposition divers outils promotionnels tels que des flyers, des affiches et des bannières web pour les référents de site. De plus, suite aux retours des référents, une refonte des panneaux de communication sur les sites a été entreprise. Ces nouveaux panneaux, de format A0, ont été positionnés de manière à être facilement visibles par les utilisateurs, avec en plus un panneau personnalisé pour chaque site. Cette initiative vise à renforcer la sensibilisation et à faciliter le bon fonctionnement des sites de compostage.

Dans la même optique, l'arrivée de nouveaux renforts sur le sujet des bailleurs et syndicats devrait faciliter l'essor de la pratique du compostage dans les résidences.



La collecte



La collecte des déchets

304 463

**bacs roulants
en place**

2 668

**conteneurs
d'apport volontaire**
verre, papier, textile, biodéchets,
ordures ménagères, tri sélectif

404

**producteurs
acquittant la
redevance spéciale**

La collecte

A - Les types de flux collectés.....	p. 21
B - Les contenants utilisés	p. 22
C - L'Arrêté du règlement de collecte	p. 22
D - La collecte des ordures ménagères résiduelles	p. 23
E - La collecte des recyclables secs	p. 24

F - La collecte des biodéchets.....	p. 25
G - Les Points d'Apport Volontaire pour le verre	p. 25
H - La collecte des textiles usagés.....	p. 26
I - Le service d'enlèvement des encombrants .	p. 26
J - La collecte auprès des professionnels	p. 28

La collecte en porte-à-porte des principaux flux de déchets ménagers et assimilés est réalisée en régie ou dans le cadre de marchés de prestations de service selon les communes. La régie collecte 14 communes (82 000 habitants environ). Elle est répartie sur 2 pôles d'exploitation, Pignan à l'Ouest et Castries à l'Est.

Les 17 autres communes (418 000 habitants environ) sont collectées par les sociétés SMN ou URBASER Environnement dans le cadre de contrats de prestations de service répartis en 3 lots géographiques. Depuis le 1^{er} janvier 2016, les différents types de collecte (porte-à-porte et apport volontaire) sont regroupés dans le même marché.

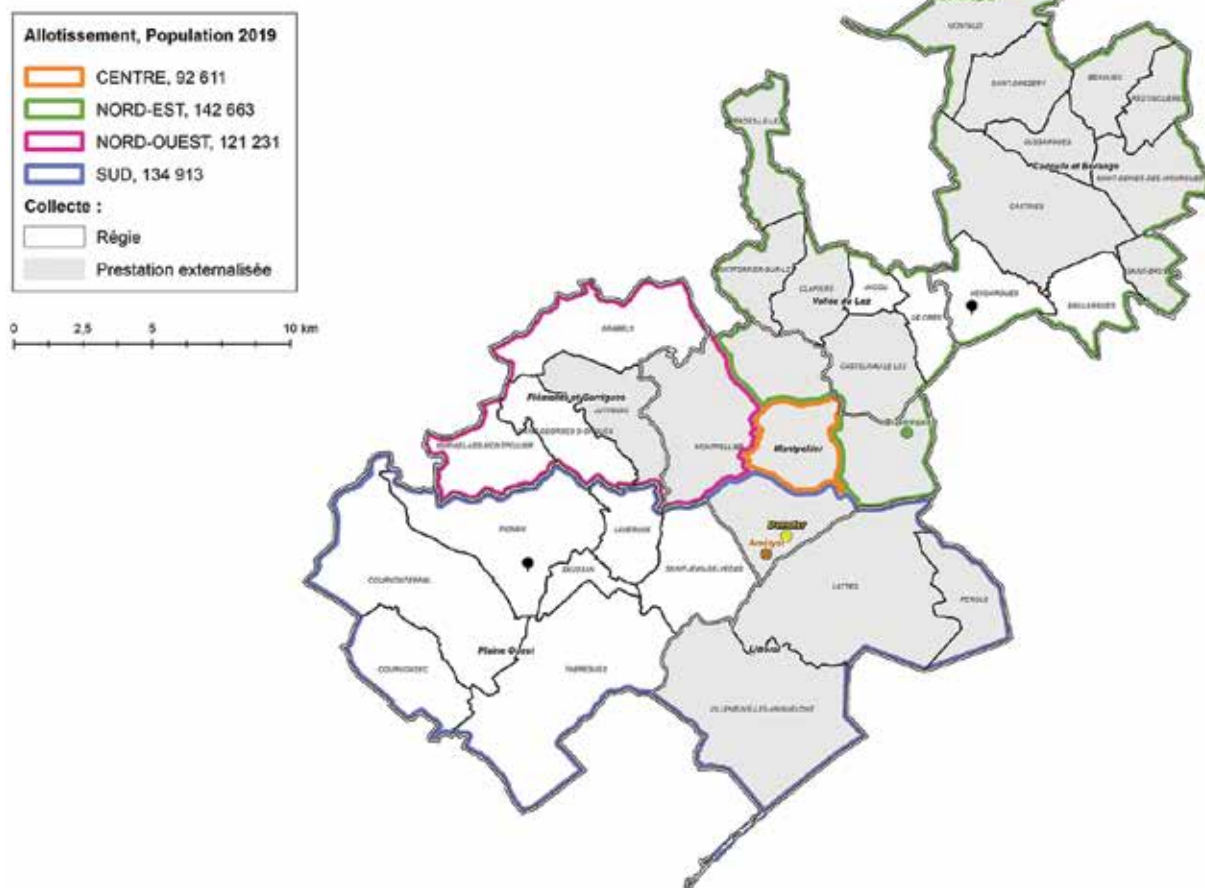
En complément, sur le Lot Centre (Montpellier), les prestations de collecte et de nettoyage ont également été confiées à un opérateur unique pour obtenir une meilleure efficacité des services propreté à un meilleur coût (un donneur

Véhicules de la régie de collecte à Vendargues



d'ordre unique, une seule entreprise prestataire responsable, une meilleure synchronisation des prestations de nettoyage et de collecte et une mutualisation de certaines tâches).

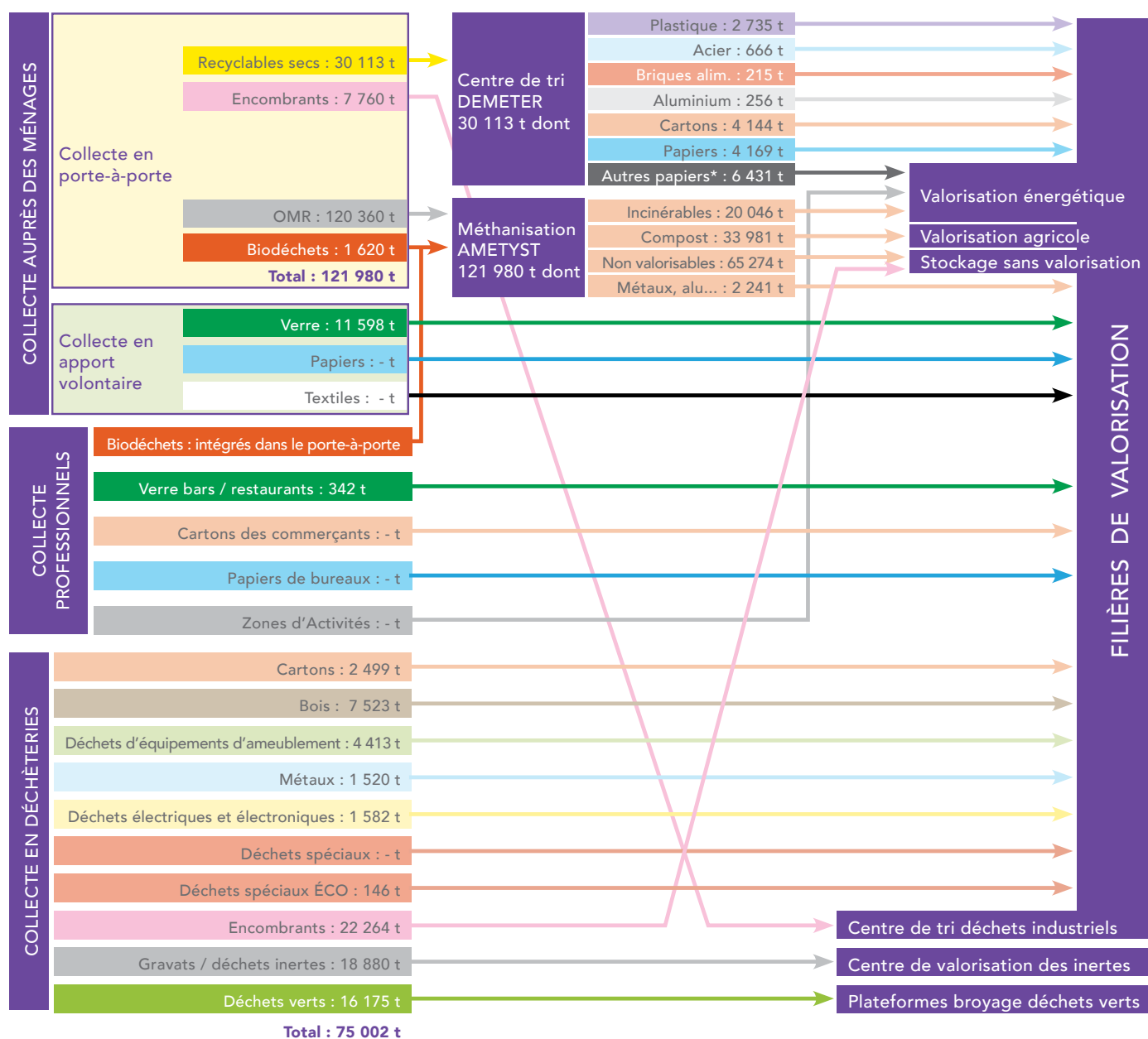
Périmètre groupement de commande



L'année 2023 est une année de transition en matière de politique Déchets : en effet, le renouvellement des marchés de collecte a intégré les orientations de la stratégie Zéro Déchet adoptée en mars 2022, en cohérence avec les objectifs d'un meilleur tri et d'une meilleure valorisation des déchets. Ainsi, la diminution des fréquences de collecte des Ordures Ménagères Résiduelles au profit d'une augmentation des fréquences de collecte du Tri Sélectif sur certaines typologies d'habitat a pour objectif principal d'encourager et de promouvoir le geste de tri.

Afin d'accompagner la mise en œuvre des nouvelles modalités de collecte auprès des habitants sur l'ensemble des communes de la Métropole de Montpellier, un plan de communication a été déployé avec notamment : un courrier à tous les habitants du territoire, des affiches, une communication numérique (page spécifique, réseaux sociaux, banner web...), un plan média (annonces presses, affiches...)...

A - Les types de flux collectés



B - Les contenants utilisés

Nombre de bacs roulants en place sur le territoire

	Ordures ménagères résiduelles	Recyclables secs	Biodéchets	Verre des professionnels
32/45/50 litres	4 099	337	57 394	115
60/80 litres	16 383	4 262	8 391	99
120/140 litres	50 526	62 555	59	158
180/240 litres	22 472	15 633	238	55
340 litres	11 404	8 101	1 246	-
450/500 litres	19	2	-	-
660 litres	21 742	16 872	559	-
770 litres	671	306	5	-
TOTAL	127 316	108 068	67 892	427

Nombre de conteneurs d'apport volontaire

	Ordures ménagères résiduelles	Bio déchets	Textiles	Verre	Tri Sélectif	TOTAL
PAV aériens	24	65	230	1 145	641	2 105
PAV enterrés	183	-	-	172	208	563
TOTAL	207	65	230	1 317	849	2 668

En plus des bacs roulants, certaines collectes de déchets recyclables s'opèrent en sacs jaunes. Près d'1 million de sacs jaunes ont été mis à disposition gratuitement des habitants des centres villes lorsque ceux-ci ne sont pas équipés en bacs ou colonnes de pré-collecte.

Dans le cadre de l'optimisation de la collecte de déchets recyclables et du renouvellement des marchés de collecte sur la Métropole de Montpellier en 2023, la collecte en sacs jaunes est amenée à disparaître progressivement d'ici 2026.

Des points d'apport volontaire (PAV) viennent compléter les moyens mis à disposition des habitants pour le tri.

En 2023, 196 nouveaux PAV ont été installés dont 101 supplémentaires pour le tri sélectif, conformément aux objectifs d'incitation à un meilleur geste de tri développés dans la stratégie Zéro Déchet, et dans le cadre du plan Boost.

Le maillage du territoire en PAV Verre se poursuit également, avec la mise en place de 30 conteneurs supplémentaires au cours de l'année 2023. 6 d'entre eux ont été enterrés pour une meilleure intégration urbaine.

La montée en puissance de la stratégie Biodéchets se traduit quant à elle par le déploiement de 50 abribacs en 2023 (contre 8 en 2022) sur les 10 premières communes de la Métropole basculant sur un mode de collecte PAV Biodéchet exclusivement.

C - L'Arrêté portant sur le règlement de collecte

Les conditions et les modalités de la collecte des déchets sur le territoire métropolitain ont fait l'objet d'une révision au cours de l'année 2016, visant à harmoniser les pratiques, en fonction de leurs caractéristiques dans l'objectif de limiter, recycler et valoriser les déchets autant que possible, traduites par un arrêté du 24 février 2017 portant « règlement de collecte ». Une mise à jour de ce Règlement de Collecte est en cours afin de s'adapter aux nouvelles évolutions réglementaires et de l'organisation du service.

Cet arrêté précise notamment les obligations des ménages et des professionnels dans le cadre de présentation des déchets au service de collecte en porte-à-porte ainsi qu'en apport volontaire.

Il prévoit que les infractions, telles que les dépôts sauvages de déchets, le non-respect des horaires de présentation des déchets ou encore le non-respect des consignes et règles de tri, pourront donner lieu à l'établissement de procès-verbaux par le maire, les agents de la police municipale des communes ainsi que les agents de l'état assermentés ou commissionnés. Les contrevenants s'exposent à la facturation de la réparation des dommages ou préjudices subis, à l'élimination des dépôts sauvages par exécution d'office aux frais du responsable et à l'engagement de poursuites devant les tribunaux.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Zéro Déchet, responsabiliser l'ensemble des usagers et les inciter à respecter les consignes de tri afin d'assurer la valorisation la plus large

possible. L'arrêté de collecte prévoit ainsi des pénalités pour sanctionner les infractions aux règles définies, par ordonnance pénale, amende ou indemnisation du préjudice subi par la collectivité.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la collectivité a compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages. Le Service Public de Gestion des Déchets (SPGD) peut prendre en charge, sans qu'il s'agisse pour autant d'une obligation réglementaire, d'autres déchets qui n'entraînent pas de « sujétions particulières » (article L.2224-14 CGCT), à savoir :

- les déchets générés par les services de la collectivité ;
- les déchets des activités économiques, à condition que la collectivité les juge « assimilables aux ordures ménagères ».

Dès lors, il apparaît nécessaire de clarifier les limites d'intervention du SPGD au regard du durcissement de la réglementation pour les collectivités en matière de prévention et de gestion des déchets.

S'agissant notamment des Déchets d'Activités Economiques (DAE), les équipements de la filière de traitement de la Métropole ne permettent pas d'en assurer la bonne valorisation tel que prescrit par le décret n°2016-2880 du 10 mars 2016 dit décret « 5 flux » (aujourd'hui porté à 7 flux (papier/carton ; métal ; plastique ; verre ; bois ; béton/briques ; plâtre), et à terme porté à 8 avec le textile), ni d'assurer aux entreprises et acteurs économiques producteurs de déchets de répondre aux objectifs réglementaires qui s'imposent à eux. Il convient dès lors qu'ils

puissent s'orienter vers des opérateurs privés disposant de filières externalisées et proposant des offres commerciales financièrement attractives.

De plus, la redéfinition du périmètre du service public et la maîtrise des coûts liée impliquent une redéfinition des fréquences et des modes de collectes : malgré un premier rapprochement

des niveaux de service dans le cadre des contrats en cours, il subsiste encore des disparités sur le territoire de la Métropole, qu'il conviendra de rationaliser encore en vue d'une meilleure efficacité.

Le guide de tri et de collecte en ligne sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole constitue la version communicante de l'arrêté réglementaire à destination du public.

D - La collecte des ordures ménagères résiduelles

Depuis 2023, la mise en place des marchés transitoires de collecte a réorganisé les fréquences de collecte des ordures ménagères résiduelles et du tri sélectif :

- Fréquence C1 (1 fois par semaine) sur les zones d'habitat pavillonnaire
- Fréquence C2 ou C3 sur les zones d'activités
- Fréquence C3 pour les secteurs de petits collectifs ou de commerces
- Fréquence C4 pour des renforts de collecte ponctuels sur les communes
- Fréquence C6 pour les zones d'habitat collectif dense (Montpellier)

Le site www.montpellier3m.fr/collecte permet, grâce à une recherche par adresse, de connaître sur l'ensemble du territoire les modalités précises de collecte (jours, particularités de présentation...).

Cette organisation est actuellement en cours de questionnement dans la cadre de la préparation des nouveaux contrats de collecte afin de répondre aux objectifs de la stratégie Zéro Déchet. Les contrats 2023 sont l'occasion de revisiter ces fréquences pour les adapter à la stratégie Zéro Déchet.



INDICATEURS	PROD. ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉS					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	129 622	129 044	132 380	130 705	120 360	-10 345	-7.9%
Ratio kg/an/habitant	279	273	266	262	237	-24	-9.3%

Nombre de bénéficiaires n'étant pas des ménages

Montpellier Méditerranée Métropole a instauré en 2006 la redevance spéciale auprès des établissements publics et des gros producteurs privés de déchets assimilés (> 1 100 litres par semaine depuis le 1^{er} septembre 2022) collectés par le service public. En 2023, 404 établissements étaient redevables.

D'autre part, au-delà de ce service mis en place pour les gros producteurs, de nombreux immeubles de bureaux, souvent mixés avec de l'habitat, ainsi qu'un tissu d'entreprises artisanales diffus sont desservis par l'organisation de collecte, sans qu'il soit possible de les distinguer des déchets provenant des ménages.

Le décret n°2016-2880 du 10 mars 2016 dit décret « 5 flux » aujourd'hui porté à 7 flux (papier/carton ; métal ; plastique ; verre ; bois ; béton/briques ; plâtre), et à terme porté à 8 avec le textile, pris en application de la loi TECV (Transition énergétique pour la Croissance Verte), fixe de nouvelles obligations concernant le tri à la source et la valorisation des 5 flux de déchets de « papier, métal, plastique, verre et bois » des usagers n'étant pas des ménages. Les équipements de la filière de traitement de la Métropole ne permettent pas d'en assurer la bonne valorisation, il apparaît nécessaire de clarifier les

limites d'intervention du SPGD pour les Déchets d'Activités Économiques (DAE) au regard du durcissement de la réglementation pour les collectivités en matière de prévention et de gestion des déchets.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L.2224-13 CGCT, il est envisagé de cesser la collecte des DAE au sein des ZAE. Les producteurs devront donc s'orienter vers des opérateurs privés disposant de filières externalisées adaptées et proposant des offres commerciales financièrement attractives. Des actions d'information et de sensibilisation seront menées auprès des acteurs économiques afin d'assurer la transition. Les opérateurs privés du secteur des déchets ont quant à eux déjà été informés et seront susceptibles de présenter des offres alternatives pour permettre aux opérateurs économiques de migrer la gestion de leurs déchets.

Mesures prises pour prévenir ou atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à son environnement

Les prestataires de service, dans le cadre des marchés de collecte entrés en vigueur début 2016, se sont engagés dans une démarche visant à améliorer la qualité de service sur le plan environnemental :

- Motorisation limitant les émissions de gaz à effet de serre (norme EURO 6 pour les poids lourds, hybride pour les véhicules légers).
- Lève-conteneurs électriques (réduction du niveau sonore et de la consommation de carburant).
- Programmes de formation des conducteurs à la conduite rationnelle.
- Logiciels d'optimisation de tournées (associés à des dispositifs de télé-relève pour les PAV...

La régie de collecte des déchets a lancé, de son côté, un programme de renouvellement d'une partie de sa flotte par des véhicules roulant au GNV. 6 véhicules ont été mis en service dans le cadre d'un appel à projet lancé par l'ADEME Occitanie.

E - La collecte des recyclables secs

La collecte en porte-à-porte des recyclables secs (emballages recyclables et papiers en mélange) est réalisée sur l'ensemble du territoire, selon une fréquence hebdomadaire, par l'intermédiaire de bacs roulants à couvercles jaunes, à usage individuel ou collectif.

En 2023, suite à la mise en place de nouveaux marchés de collecte transitoires, les fréquences de collecte ont évolué à la hausse, dans l'objectif de favoriser le geste de tri.

Certaines zones urbaines du territoire ne sont pas équipées de bacs jaunes (certains centres-villes). À la place, des sacs jaunes translucides sont mis à la disposition des usagers. Les zones concernées sont à consulter sur le site <https://www.montpellier3m.fr/dechets>.



Dans le cadre de l'optimisation des collectes de déchets recyclables et pour se conformer à la recommandation R 437 de la CNAMTS, la collecte des déchets recyclables en sacs jaunes sera progressivement arrêtée d'ici 2026, et des bacs jaunes mis à disposition des usagers.

Des procédures qualité sont en vigueur, tant pour la régie de collecte que pour les prestataires de service : si la qualité des déchets triés n'est pas correcte, un autocollant d'information signale le défaut à l'utilisateur, de manière à ce qu'il puisse, à l'avenir, effectuer les bons gestes.

Pour les bacs collectifs, les signalements réalisés par les équipes de collecte ou les contrôleurs de la collectivité

doivent permettre de déclencher des opérations de sensibilisation réalisées par les messagers de la prévention et du tri de la Métropole ou les personnels d'ACM Habitat dans le cadre de la convention triennale passée avec la Métropole.

Le maillage des Points d'Apport Volontaire de Recyclables secs a été considérablement renforcé ces dernières années, suite à l'extension des consignes de tri débutée en 2019 et aux actions de prévention, de sensibilisation et de communication destinées à relancer le geste de tri.

Depuis 2020, 355 Points d'Apport Volontaire « tri sélectif » ont ainsi été installés sur le territoire de la Métropole, soit une augmentation de + 71%.

INDICATEUR	COLLECTE EN PORTE À PORTE DES RECYCLABLES SECS (PAV + bacs et sacs jaunes)					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	24 163	25 196	28 562	27 748	30 113	+2 365	+8.5%

F - La collecte des biodéchets

Montpellier Méditerranée Métropole a opté pour la valorisation des déchets organiques dès 2002, en décidant la réalisation d'une unité de méthanisation des déchets. L'unité AMÉTYST, mise en service en juillet 2008, comporte deux lignes de traitement distinctes : une ligne de tri et préparation de la matière organique issue des OMR d'une capacité technique de 140 000 tonnes par an et une ligne de tri des biodéchets triés à la source d'une capacité de 33 000 tonnes par an.

Ainsi, la collecte sélective des biodéchets a été mise en place dans l'habitat métropolitain dès 2008-2009, à l'aide d'une 3^e poubelle, un bac orange de 45L (sans cuve réductrice). La législation ayant évolué, notamment en matière de risques TSM, des bacs de 120L à cuve réductrice avec couvercle marron sont proposés aux usagers.

La collecte en porte-à-porte des biodéchets s'arrêtera à partir du moment où toutes les communes seront équipées en Points d'apport Volontaire biodéchets. C'est pourquoi des bacs de 120L à cuve réductrice et à couvercle marron (code ADEME) sont remis aux nouveaux habitants souhaitant participer à cette collecte. De plus, les établissements publics et privés se sont vu proposer, dans le cadre de la redevance spéciale, un tarif préférentiel pour la prise en charge des biodéchets triés. L'un des enjeux principaux de la stratégie Biodéchets, amorcée en 2022 et qui se déploiera jusqu'en 2026, est d'améliorer significativement les tonnages collectés et le rendement par habitant (actuellement, la collecte de biodéchets représente 3,5kg/hab/an, soit 4 à 5% de taux de participation). L'ambition est donc de faire progresser le rendement et les tonnages collectés.

En 2023, sur les 10 communes équipées de PAV biodéchets et ayant été accompagnées localement par les équipes de la métropole avec des actions de communication autour du compostage et des biodéchets, une augmentation notable des taux de participation a pu être observée par rapport à l'année 2022, à confirmer en 2024.



INDICATEUR	COLLECTE BIODÉCHETS (porte-à-porte + professionnels)					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	1 682	1 753	1 891	1 748	1 620	-128	-7.3%

G - Les Points d'Apport Volontaire pour le verre

Des « Points Verts » sont installés aujourd'hui sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, constitués principalement de conteneurs d'apport volontaire pour le verre, de conteneurs pour les emballages et papiers ainsi que pour les textiles.

Sur le site <https://www.montpellier3m.fr/dechets>, une carte interactive permet à chaque habitant de localiser les Points d'Apport Volontaire (PAV) les plus proches de son domicile : colonnes à verre, à tri sélectif, ainsi que les colonnes textiles.

Le maillage des Points d'Apport Volontaire Verre a été densifié entre 2020 et 2023 afin d'apporter aux usagers des solutions de tri de proximité.

207 PAV Verre supplémentaires ont ainsi été déployés depuis 2020, soit + 19% de PAV.

L'offre de tri du verre sur le territoire de la Métropole est en phase avec les recommandations nationales en terme de densité du maillage (1 colonne pour moins de 400 habitants).



INDICATEUR	COLLECTE DU VERRE EN POINTS VERTS (apport volontaire)					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	10 723	11 279	11 914	11 894	11 658	-235	-2%

H - La collecte des textiles usagés

Dans le cadre d'un contrat avec le groupement Philtex&Recycling / Emmaüs Formation Insertion Montpellier, pour la mise en place de conteneurs de récupération de textiles usagés sur le domaine public, plus de 230 emplacements ont été équipés et 935 tonnes de textiles récupérées, puis triées dans des ateliers d'insertion, avant d'être pour partie redistribuées dans les boutiques solidaires « du Hangar ».

Les vêtements, linge de maison, chaussures et objets de petites maroquinerie (sacs, ceintures...) doivent être déposés - dans des sacs fermés, si possible d'un volume inférieur ou égal à 50 litres - dans l'un des conteneurs mis à disposition des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole.

En complément, diverses associations caritatives peuvent également recevoir les textiles usagés dans leurs locaux. N° gratuit : 0 800 673 673

Une carte interactive sur <https://www.montpellier3m.fr/dechets> permet de localiser l'emplacement des colonnes textiles sur l'ensemble du territoire.



INDICATEUR	COLLECTE DU TEXTILE EN POINTS VERTS (apport volontaire)					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	1 144	630	657	935	1 088	+153	+16.4%

I - Le service d'enlèvement des encombrants

Les déchets concernés sont la literie, le mobilier, l'électroménager, l'audiovisuel, les équipements sanitaires, les équipements de puériculture, portes, fenêtres, planches, outillage, équipements de jardin, vélos, équipements de loisir, ferraille, palettes, emballages volumineux...

En revanche sont interdits à la collecte tous les déchets ménagers spéciaux, les acides, les solvants liquides, les résidus de peintures, les huiles, les pneus, les batteries et les déchets résultant de travaux importants (terre, gravats, ciment...).

Le mode de collecte à privilégier est l'apport en déchèterie ; cependant, pour les personnes éprouvant des difficultés à se déplacer, un service complémentaire est proposé gratuitement par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les encombrants collectés sont dirigés vers un centre de tri pour en extraire les fractions valorisables.



Sur Montpellier : un ramassage à jour fixe

Une carte interactive disponible sur le site <https://www.montpellier3m.fr/dechets> permet à chaque habitant de connaître le jour de passage à son adresse.

Dans les 30 autres communes : un ramassage sur rendez-vous

Le rendez-vous peut être pris grâce :

- au formulaire en ligne sur le site <https://www.montpellier3m.fr/dechets>
- via le guichet unique en Mairie
- par inscription téléphonique au : 0800 88 11 77



L'évolution de la collecte des encombrants a fait l'objet d'une réflexion en 2022 afin d'harmoniser les dispositifs et de développer de nouveaux systèmes de proximité permettant d'assurer la collecte préservante des encombrants et leur valorisation optimale, mise en œuvre en 2023 dans les nouveaux marchés transitoires de collecte.

Dans ce cadre, l'usage de la vidéosurveillance sera développé pour traquer la délinquance environnementale, notamment pour les dépôts illicites d'encombrants sur l'espace public et les intrusions dans les déchèteries. L'arrêt de collecte prévoit ainsi des pénalités pour sanctionner les infractions aux règles définies, par ordonnance pénale, amende ou indemnisation du préjudice subi par la collectivité.



À noter que, comme chaque année depuis 2018, des parcs à sapins sont installés après les fêtes de fin d'année dans les communes de la Métropole.

En janvier 2024, une soixantaine de parcs à sapins ont été déployés sur le territoire métropolitain. Plus de 25 000 sapins y ont été ainsi collectés, permettant de gagner en propreté, tout en permettant le recyclage en compost des arbres de Noël.



Des collectes de réemploi au bénéfice de l'économie sociale et solidaire

Emmaüs et ERCA-Initiatives (atelier d'insertion et ressourcerie) réalisent également ensemble des collectes de dons en porte-à-porte dans les communes, permettant d'allier solidarité et réduction des déchets par réemploi.

INDICATEUR	COLLECTE ENCOMBRANTS EN PORTE-À-PORTE					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	8 165	9 179	8 698	8 422	7 760	-662	-7.9%

La collecte mobile des petits objets

Depuis 2015, un service de collecte mobile est déployé sur les quartiers denses du centre-ville de Montpellier afin d'inviter les habitants à se débarrasser de manière écologique de petits objets hifi, de téléphonie, du petit électroménager, des déchets toxiques, des textiles... qui ne peuvent pas être déposés dans le bac d'ordures ménagères.

Ce service permet aux populations ayant un accès moins aisé aux déchèteries implantées dans la périphérie, de bénéficier du service de tri. Une remorque a été acquise par Montpellier Méditerranée Métropole afin d'être déployée chaque mois en une dizaine de sites répartis sur le quartier centre de la ville de Montpellier.

Le stationnement de la remorque mobile est également l'occasion de renseigner les usagers sur les enjeux et les dispositifs du tri et de la propreté en centre-ville. 10 rendez-vous ont lieu par mois (3^e et 4^e lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi du mois, de 8h à 14h30).

Quelques chiffres en 2023 :

- Près de 100 collectes mobiles réalisées sur les 10 emplacements
- Près de 3 000 contacts (dépôts, renseignements, sacs jaunes...)
- Plus de 2 000 dépôts



À ce service de collecte mobile, il convient désormais d'ajouter les **Bornes à Petits Appareils Ménagers (PAM)** : la Métropole de Montpellier a en effet conclu en novembre 2022 un partenariat avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour mettre à disposition de tous, dès le mois de novembre 2022, des bornes de tri dédiées aux petits appareils électriques (sèche-cheveux, montre connectée, téléphone, chargeur, brosse à dents électrique...).

La pose des bornes et la collecte des déchets sont entièrement financées par l'éco-organisme ECOLOGIC.



J - La collecte auprès des professionnels

La collecte des cartons des commerçants

INDICATEUR	COLLECTE DES CARTONS DES PROFESSIONNELS					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	1 221	1 014	1 104	956	-	-956	-100%

Depuis 2006 a lieu une collecte séparée des cartons des commerçants de l'hypercentre de Montpellier, tous les jours sauf le dimanche. En 2009, une réflexion a été menée avec les représentants des commerçants et des riverains et la ville de Montpellier qui a conduit à la signature d'une charte d'engagements pour la propreté de l'Écusson ; elle dispose notamment que la collecte des cartons est réalisée en fin d'après-midi et que les cartons doivent être déposés juste avant la collecte pour ne pas encombrer l'espace public pendant la journée.

En 2022, dans le contexte de la stratégie Zéro Déchet, de la consolidation du geste de tri et afin de contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans l'Écusson, la Métropole a initié l'opération « Objectif Zéro Déchet au sol » dans l'Écusson de Montpellier. Il s'agissait de promouvoir l'absence de déchets au sol et de réhabituer commerçants et habitants au geste de tri. Ces dispositions seront généralisées dans le cadre des nouveaux marchés de collecte de 2023.

Ainsi, dès le 1^{er} juillet 2022, des bacs jaunes collectifs ont été ajoutés aux Points d'Apports Volontaires habituels. Une communication a été effectuée auprès des commerçants de l'Écusson afin de les sensibiliser à l'arrêt de la collecte des cartons en porte-à-porte. La baisse de tonnage des professionnels constatée en 2022 est partiellement liée à cette opération (en plus de la conjoncture économique qui a impacté la plupart des tonnages à la baisse sur l'année 2022 pour tous les flux de déchets).



En 2023, l'arrêt de la collecte des cartons des commerçants a été effectif en année pleine, se répercutant ainsi sur les tonnages.

La collecte du verre des commerçants

INDICATEUR	COLLECTE DU VERRE DES PROFESSIONNELS					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	693	589	437	337	342	+5	+1.4%

Le service mis en place également en 2006 sur l'hypercentre de Montpellier consiste à réaliser une collecte en service complet auprès des professionnels producteurs de verre usagé, ceux-ci se voyant dotés gratuitement d'une caisse ou d'un conteneur spécialisé destiné à recueillir le verre à l'intérieur de l'établissement dans l'attente de la collecte.

Chaque établissement est collecté 3 fois par semaine.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Zéro Déchet, responsabiliser l'ensemble des usagers et les inciter à mettre en œuvre les modes de collecte et de traitement permettant d'assurer la valorisation la plus large possible.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la collectivité a compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages. Le Service Public de Gestion des Déchets (SPGD) peut prendre en charge, sans qu'il s'agisse pour autant d'une obligation réglementaire, d'autres déchets qui n'entraînent pas de « sujétions particulières » (article L.2224-14 CGCT), à savoir :

- Les déchets générés par les services de la collectivité ;
- Les déchets des activités économiques, à condition que la collectivité les juge « assimilables aux ordures ménagères ».

Dès lors, il apparaît nécessaire de clarifier les limites d'intervention du SPGD au regard du durcissement de la réglementation pour les collectivités en matière de prévention et de gestion des déchets.

S'agissant notamment des Déchets d'Activités Economiques (DAE), les équipements de la filière de traitement de la Métropole ne permettent pas d'en assurer la bonne valorisation tel que prescrit par le décret n°2016-2880 du 10 mars 2016 dit décret « 5 flux » (aujourd'hui porté à 7 flux (papier/carton ; métal ; plastique ; verre ; bois ; béton/briques ; plâtre), et à terme porté à 8 avec le textile), ni d'assurer aux entreprises et acteurs économiques producteurs de déchets de répondre aux objectifs réglementaires qui s'imposent à eux. Il convient dès lors qu'ils puissent s'orienter vers des opérateurs privés disposant de filières externalisées et proposant des offres commerciales financièrement attractives.



La valorisation



Balle d'aluminium au centre de tri DEMETER

15 807

**tonnes
d'emballages
ménagers
valorisés**

33 981

**tonnes de
compost normé
produit par
AMETYST**

2 300

**logements
chauffés
grâce à
AMETYST**

La valorisation

A - La valorisation matière	p. 30
B - La valorisation organique	p. 31
C - La valorisation énergétique...	p. 32















Plus de 55% des déchets du territoire montpellierain sont valorisés par recyclage matière, production de compost ou d'énergie renouvelable.

Par ailleurs, l'utilisation de la biomasse est bien développée sur la collectivité, avec notamment les chaufferies des Universités et de Port Marianne, les unités de valorisation du biogaz du Thôt et d'AMETYST.

	TONNES/AN					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Total valorisation organique	39 933	38 417	44 528	41 545	44 718	+3 173	+7.6%
Total recyclage	47 099	46 735	52 602	57 880	55 696	-2 184	-3.8%
Total incinération avec valorisation énergétique	23 313	35 643	35 215	34 138	34 606	+468	+1.4%
Total stockage ISDnD	104 307	78 851	96 725	91 265	88 967	-2 298	-2.5%
Total inertes déchèteries (stockage et ISDI)	19 264	17 276	20 704	18 747	18 880	+133	+0.7%

A - La valorisation matière

En 2023, à partir des emballages triés par les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole, de nouveaux produits ont pu être fabriqués. Par exemple :

	11 940 tonnes de verre triées → 25 527 720 nouvelles bouteilles	
	10 812 tonnes de papiers-cartons → 23 483 946 caisses en cartons	
	215 tonnes de briques alimentaires → 1 194 970 rouleaux de papier cadeaux	
	843 tonnes de PET triées → 1 528 359 pulls polaires (bouteilles et flacons plastique transparent)	
	774 tonnes de PEHD triées → 5 264 bacs de collecte (bouteilles et flacons plastique opaque)	
	2 060 tonnes d'acier triées → 2 531 740 boules de pétanque	
	1 103 tonnes d'aluminium triées → 646 358 trottinettes	

B - La valorisation organique

La valorisation des déchets végétaux, issus des déchèteries ou des apports directs des habitants, a été assurée sur les unités de Grammont, initialement gérée en régie par Montpellier Méditerranée Métropole et dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé, et de Pignan, en exploitation privée, pour permettre notamment la production de coproduits (broyats) alimentant le process de méthanisation à AMETYST ou pour la digestion des boues sur les stations d'épuration de Baillargues et Fabrègues.

33 981 tonnes de compost normé NFU 44 051 ont ainsi été produites sur AMETYST en 2023.

L'unité AMETYST a engagé début 2021 sa mutation pour s'inscrire dans les objectifs de valorisation optimale des biodéchets de la stratégie Zéro Déchet. En 2021, la « ligne verte » a ainsi été mise en service pour composter directement les 1 891 tonnes de biodéchets en équivalent bio. En 2022, 1 782 t de biodéchets ont été compostés directement sur cette Ligne verte, et 1 620 t en 2023. Dès lors que les tonnages de biodéchets auront augmenté de façon suffisante, un digesteur dédié sera alimenté afin d'optimiser la production de biogaz et la valorisation énergétique.

La captation et la valorisation des biodéchets constituent un enjeu majeur et prioritaire de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole. Actuellement, ces biodéchets alimentaires (définis comme tout déchet biodégradable de cuisine ou de table), et petits déchets de jardin restent encore trop souvent mélangés aux déchets résiduels non triés (poubelle « grise ») et constituent un coût supplémentaire de transport, de traitement et d'élimination.

Sur le territoire de la Métropole, la fraction maximale de ces biodéchets captables est actuellement évaluée entre 40 et 60kg/hab/an en fonction des typologies d'habitat et des moyens déployés (collecte en porte à porte, points d'apport volontaire, compostage individuel ou de proximité...).

Afin de détourner ces biodéchets de la poubelle grise, et d'anticiper l'obligation réglementaire de la généralisation du tri à la source des biodéchets en 2025, la Métropole développe une politique de rupture et proactive, en vue de la captation et de la valorisation de ces biodéchets, en développant une pluralité de moyens de collecte à disposition des usagers, et en privilégiant le recours massif au compostage sur des zones plus rurales de la Métropole.

Il convient en effet de tout mettre en œuvre pour favoriser le retour au sol des biodéchets, sous forme de compost de haute qualité et autres matières organiques tel que les broyats de déchets verts, qui contribuent au maintien de la fertilité des sols sans utilisation d'intrants chimiques, de lutte contre l'érosion et permettent de répondre aux problématiques de préservation des terres et d'accompagnement à la transition agro-écologique, en cohérence avec les démarches relatives au PCAET et au PAT.



Compost

L'utilisation des composts contribue, outre ses fonctions d'amendement des sols, à la captation du carbone (initiative « 4 pour 1000 ») : il convient d'engager des coopérations avec le monde agricole et de déterminer des exutoires locaux, y compris sur l'espace public, pour la récupération des déchets verts et la valorisation des composts, et limiter le tourisme des déchets.

Afin de parfaire le maillage des installations, il s'agit également de porter la création de plateformes de compostage sur un territoire élargi aux intercommunalités mitoyennes qui permettra de développer les possibilités de synergies de récupération et valorisation des biodéchets.

Complémentairement, l'usage d'un broyeur mobile favorisera le développement d'un service de proximité pour la valorisation des déchets verts des particuliers.

Il s'agit ainsi pour la Métropole de :

- Optimiser la gestion de la plateforme de broyage de déchets verts de Grammont dans le cadre du nouveau marché d'exploitation et développer l'usage d'un broyeur mobile.
- Porter la création d'un maillage de plusieurs plateformes de compostage, sur le territoire ou éventuellement en mutualisation avec d'autres collectivités.
- Engager des coopérations avec le monde agricole pour la récupération des déchets verts et autres matières organiques.
- Limiter le tourisme des déchets en déterminant des exutoires locaux (Métropole et territoires limitrophes) en vue de la valorisation du compost et autres matières organiques.

C - La valorisation énergétique

L'unité de valorisation du biogaz du Thôt

Après la fermeture de la décharge du Thôt, une installation de valorisation énergétique du biogaz issu de la dégradation naturelle des déchets a été mise en œuvre en 2008.

Ce site permet de produire annuellement jusqu'à 7 500 MWh d'électricité et d'éviter ainsi le rejet dans l'atmosphère de plus de 2 000 tonnes équivalent CO₂ par an.

INDICATEUR	ÉNERGIE PRODUITE PAR L'UNITÉ DE BIOGAZ DE LA DÉCHARGE DU THÔT					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
kWh/an	4 048 000	4 196 000	2 416 000	1 999 000	0	-1 999 000	-100%

Les données de production de 2022 confirment une nouvelle fois la tendance déjà relevée d'un appauvrissement conséquent de la ressource en dehors de la période estivale, bien plus prononcé que les années précédentes.

Au terme d'une exploitation de 15 ans, et parallèlement à la baisse de la production de biogaz du site, **l'unité de valorisation du biogaz du Thôt a donc été fermée en mars 2023.**

La production d'énergie sur l'unité de méthanisation AMETYST

La production d'électricité et de chaleur

L'unité de méthanisation AMETYST, en service depuis 2008, permet de valoriser la fraction organique des ordures ménagères en produisant notamment du biogaz pour la production d'électricité et de chaleur (cogénération) et contribue ainsi à la production d'énergies renouvelables.

La quantité et la qualité constante du biogaz produit permet l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et la livraison constante de chaleur aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes et, depuis fin 2015, à la clinique Saint Roch. En 2023, 20 766 MWh électriques ont été produits

et réinjectés sur le réseau public, ainsi que 10 817 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes, auxquels il convient de rajouter 3 022 MWh de chaleur consommée pour les besoins propres de l'unité. Les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes sont alimentés depuis AMETYST.

Après les premières années de mise en service et grâce aux efforts réalisés par l'exploitant depuis 2012, AMETYST a atteint un niveau optimal de production.

INDICATEUR	NOMBRE DE KWh GÉNÉRÉS PAR L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
KWh/an	36 795 939	34 357 881	35 315 779	33 951 060	34 606 412	+655 352	+1.9%

La valorisation énergétique des refus de tri à haut pouvoir calorifique

Dans le cadre de la filière globale de traitement des déchets ménagers et assimilés votée en 2002, basée sur la complémentarité des filières, les refus à haut pouvoir calorifique (PCI) des unités de tri et traitement des déchets de la Métropole, principalement AMETYST et DEMETER ainsi qu'une part des encombrants des déchèteries, sont éliminés prioritairement au sein des unités de valorisation énergétique Ocréal de Lunel Viel et Cydel de Calce.

Ces apports à haut PCI ont représenté 34 606 tonnes en 2023.



Unité de méthanisation AMETYST

Le traitement



Unité de méthanisation AMETYST

30 113

**tonnes de
recyclables sec
entrantes
au centre de tri
DEMETER**

1 620

**tonnes
de biodéchets
traitées
sur AMETYST**

16 175

**tonnes
de déchets verts
broyées
à Grammont**

Le traitement

A - L'unité de méthanisation AMETYST...	p. 34
B - Le centre de tri DEMETER.....	p. 35
C - L'ISDnD de Castries.....	p. 37
D - La plateforme de Grammont.....	p. 38

E - L'unité de valorisation énergétique OCREAL...	p. 38
F - Les unités complémentaires gérées par des structures privées.....	p. 38

A - L'unité de méthanisation AMETYST

AMETYST a traité en 2023 la totalité des 121 979 tonnes de déchets collectés sur le territoire de la Métropole dont 120 360 tonnes de déchets résiduels et 1 620 tonnes de biodéchets, en diminution de 5,4% par rapport à 2022 (128 903 tonnes).

L'unité AMETYST a également accueilli 9 457 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc...) contre 9 729 tonnes en 2022.

INDICATEUR	TONNAGE ENTRANT UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	126 634	126 862	130 371	128 903	121 980	-6 923	-5.4%

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine AMETYST a pris effet le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, AMETYST a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois bio-filtres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Mesures prises pour prévenir ou atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à son environnement

- En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS pour achever de traiter les nuisances ressenties ont été mis en service fin 2016 et sont en phase de réglage.
- En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur permettent d'assurer une protection optimale des installations.
- Le choix de créer sur site une installation de pré-traitement des effluents a permis en outre une amélioration de la qualité des effluents liquides rejetés dans le réseau d'assainissement.
- Conformément aux dispositions de la directive européenne 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et en application de l'article L515/28 du Code de l'Environnement, les installations telles qu'AMETYST sont tenues de présenter à l'administration un dossier de réexamen prévu à l'article R.515-70 du code de l'environnement. Ce dossier doit être établi dans les 12 mois suivant la publication des « conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) » relatives à la rubrique principale de l'établissement parmi les rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental, un audit annuel de suivi a été réalisé et la qualification d'organisation « mature » a été reconduite.

L'année 2023 a été une année de réflexion autour du format du prochain contrat qui sera attribué en juillet 2025.

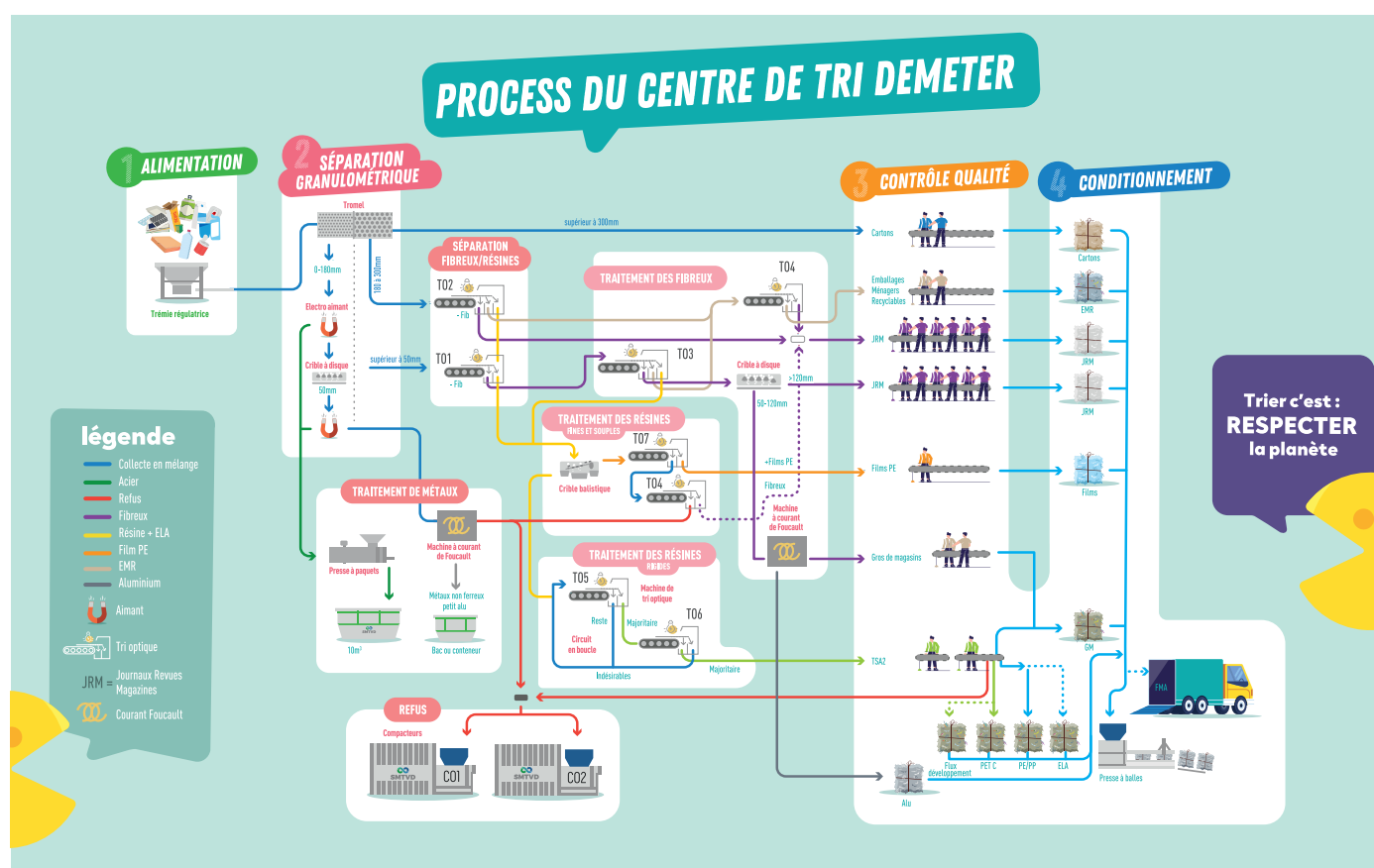
Face aux réglementations européennes et nationales, et dans un contexte d'inflation du coût de valorisation et de traitement des déchets, il est apparu pertinent de profiter de l'opportunité de la relance du contrat d'exploitation de l'unité AMETYST pour intégrer ces perspectives de développement d'une nouvelle source d'énergie produite localement et développer de la sorte les synergies entre deux politiques publiques majeures de la Métropole en matière de planification écologique. La nouvelle consultation d'entreprise sera organisée en ce sens début 2024.

Ce projet s'inscrit dans la lignée de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole, en permettant d'absorber une partie des déchets aujourd'hui exportés vers des exutoires hors du territoire, tout en poursuivant le déploiement de la stratégie biodéchets et des politiques de prévention et de sensibilisation dans l'optique de poursuivre la réduction des ordures ménagères résiduelles.

B - Le centre de tri DEMETER

Le centre de tri

Le nouveau process de tri du Centre Demeter, permet aujourd'hui de recevoir et trier tous les emballages plastiques, et une extraction plus poussée des plus petits emballages métalliques, en complément des matériaux qui étaient triés par le passé. Cette performance est rendue possible par une automatisation renforcée, s'appuyant notamment sur la technologie du tri optique.



		TONNAGE CENTRE DE TRI (t/an)			
		2020	2021	2022	2023
TONNAGE TOTAL ENTRANT		25 197	28 562	27 748	30 113
TONNAGE VALORISÉ	Acier	550	614	737	666
	Aluminium	111	185	237	256
	Cartons	2 851	3 484	3 559	4 144
	Journaux, revues, magazines	4 595	4 624	5 251	4 169
	EMR + GM (cartonnettes, autres papiers cartons...)	5 713	6 616	6 944	6 431
	Emballages liquides alimentaires	208	183	280	215
	PETc (bouteilles eau minérale)	680	694	986	843
	Flux dév. (mix plastiques)	350	428	603	618
	PE-PP (flacons produits ménagers)	616	692	924	774
	Films plastiques (souples)	291	403	341	500
	Tonnage total valorisé	15 965	17 924	19 863	18 616
% valorisé sur tonnage entrant		63%	63%	72%	62%

Au terme des deux premières années de l'extension des consignes de tri, il convient de noter que si elle a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables à hauteur de 30 113 tonnes en 2023 (soit une progression de près de 25% depuis 2019), celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues qui se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

En 2023, l'engagement de la Métropole de Montpellier dans le Plan Boost Extension des Consignes de Tri, porté par CITEO, a pour objectif de faciliter la compréhension et l'appropriation des consignes de tri au travers de différents outils de communication (courriers individuels, envoi de mémos et de guides du tri, affichage dans consignes de tri dans les parties communes des habitats collectifs et stickage des bacs individuels...) afin d'améliorer la qualité du tri et les performances du centre de tri Demeter.



Mesures prises pour prévenir ou atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à son environnement

La qualité des méthodes d'exploitation repose sur la certification de l'organisation de la société exploitante suivant trois référentiels :

- ISO 9001 pour la Qualité
- ISO 14001 pour l'Environnement
- OHSAS 18001 pour la Santé, la Sécurité et les conditions de travail

C - L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation AMETYST pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Afin d'assurer la continuité du service suite à la fermeture de l'installation de stockage fin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a recherché de nouvelles capacités d'accueil et de traitement des refus issus des unités de prétraitement ainsi que des encombrants issus du service des déchèteries, conformes au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. Ce plan, approuvé fin 2019, définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le constat dressé de la disponibilité de capacités suffisantes de traitement sur le territoire de la région conduit en l'élargissement des zones de chalandise des installations de traitement autorisées.

Cette fermeture a donc modifié en 2020 de façon significative l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole en générant une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Le montant global de la gestion des marchés pour l'élimination des déchets ultimes, répartis selon 4 lots (fonction du type de déchets à traiter) a ainsi été de 24,5 M€ en 2023, en augmentation de 11% par rapport au montant 2022 (22,1 M€.). Ces contrats arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022. Outre l'augmentation progressive de la TGAP jusqu'en 2025, les perspectives de réduction programmée par le SRADDET des capacités d'accueil des installations induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service telle que constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site ont été menés en 2022 et se sont achevés au 1^{er} trimestre 2023.

Mesures prises pour prévenir ou atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à son environnement

Tout au long de l'année 2023 Montpellier Méditerranée Métropole a procédé dans le cadre du suivi post-exploitation trentenal, à un nombre important de mesures de contrôle et de suivi prescrites par l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 portant, entre autres, sur les eaux de ruissellement interne (eaux pluviales), les eaux souterraines dont la source de Fontgrand, la Cadoule (Indice Biologique Global Normalisé), la faune et la flore, le bruit, les tirs de mine, le biogaz, le suivi des odeurs... Le bilan de ces suivis montre l'absence d'impact de l'installation sur son environnement.



D - La plateforme de Grammont

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries de la Métropole, est assurée pour partie par la plateforme de valorisation de Grammont : en 2023, elle a traité 16 175 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats en vue de la production de compost.

Initialement exploitée en régie, un nouveau marché d'exploitation a été conclu fin 2021 afin d'optimiser la gestion de la plateforme de Grammont.

5 368 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de

prestations de service conclu avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en coproduits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole à Baillargues et Fabrègues, soit directement compostées sur place.

Afin d'assurer la meilleure valorisation des déchets verts, des coopérations seront engagées avec le monde agricole pour la récupération des déchets verts et autres matières organiques et la limitation du tourisme des déchets en déterminant des exutoires locaux (Métropole et territoires limitrophes) en vue de la valorisation du compost et autres matières organiques.

Complémentairement, la stratégie Zéro Déchet prévoit de porter la création d'un maillage de plusieurs plateformes de compostage, sur le territoire ou éventuellement en mutualisation avec d'autres collectivités.

E - L'unité de valorisation énergétique OCREAL

Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil. Des échanges ont été initiés en 2022 avec le principal délégant de l'installation visant à faire reconnaître les droits de la Métropole sur l'installation.

Les deux collectivités procèdent à l'examen juridique des droits et obligations de chacune des parties.



Unité de valorisation énergétique OCREAL

F - Les unités complémentaires de traitement gérées par des structures privées

■ 18 880 tonnes de déchets inertes issus des déchèteries en 2023 ont été transférées sur le site géré par la société SOVAMI à Grabels (triés et en grande partie réutilisés, par exemple en remblai routier).

■ 7 760 tonnes d'encombrants collectés en porte-à-porte ont elles aussi été triés par catégorie de matériaux, sur le centre de tri DIB exploité par la société SMN à Garosud situé sur la commune de Montpellier.

■ 7 523 tonnes de bois collectés en déchèteries ont été expédiés sur le centre de tri et de valorisation de VEOLIA à Pignan et 98% valorisés, soit en bois de chauffage (bois de classe A) pour alimenter la chaufferie bois de l'université Paul Valéry située à Montpellier, soit en panneaux d'agglomérés (bois de classe B) dont les usines de transformation se situent en Italie et en Espagne.

La stratégie Zéro Déchet vise également à récupérer une partie du bois de classe A pour la fabrication de composteurs, individuels ou de quartier.

L'exploitation des déchèteries



Point de réemploi de Baillargues

75 380

tonnes collectées

4

point de réemploi ouverts sur le territoire

12

unités privées prévues pour l'accueil des professionnels sur la métropole

L'exploitation des déchèteries

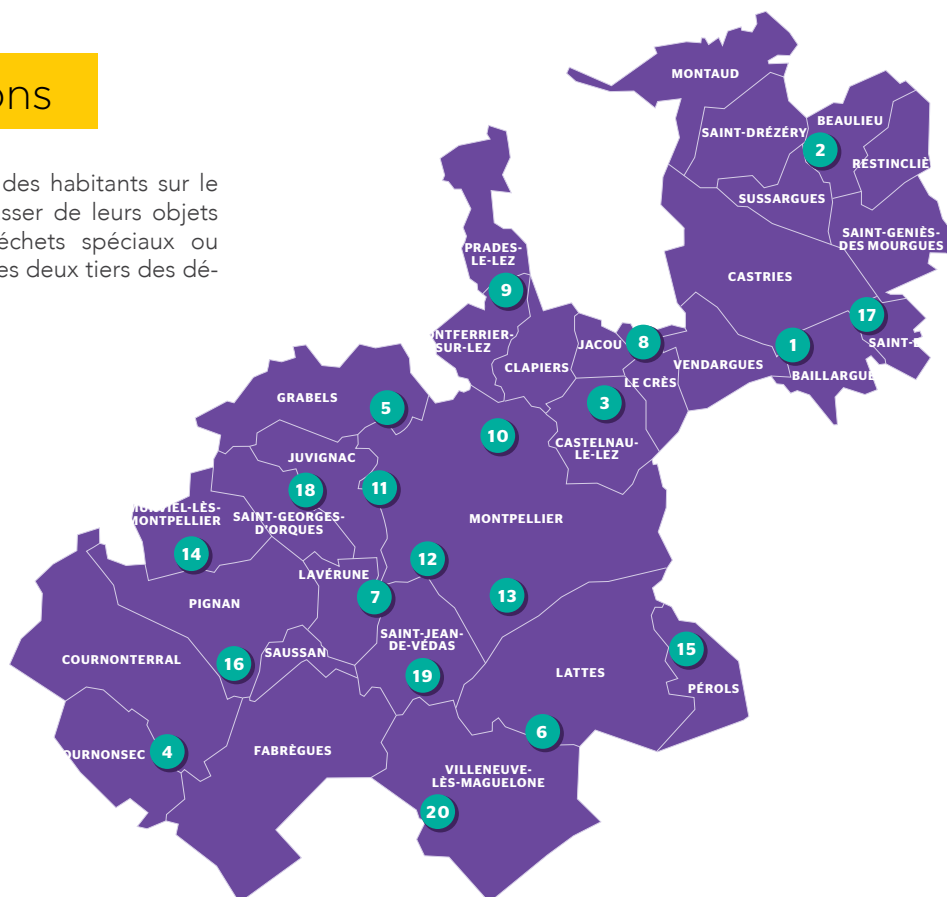
A - Les installations	p. 40
B - Les filières.....	p. 42
C - Le programme de modernisation des déchèteries....	p. 42

A - Les installations

Les 20 déchèteries mises à disposition des habitants sur le territoire afin qu'ils puissent se débarrasser de leurs objets encombrants, végétaux, gravats et déchets spéciaux ou toxiques, permettent de valoriser plus des deux tiers des déchets déposés.

L'accès au service est réservé aux ayants droit, c'est-à-dire aux ménages et autres petits producteurs de déchets munis d'un titre d'autorisation et implantés dans le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, utilisant des véhicules de tourisme ou des véhicules utilitaires d'un poids total en charge maximal de 3,5 tonnes.

Les dépôts sont acceptés dans la limite d'un mètre cube sans toutefois excéder 2 tonnes par semaine, par usager et par site.



En lien avec les dispositions du décret du 10 mars 2016 qui oblige une grande partie des entreprises productrices à trier les flux de papier, métal, plastique, verre et bois, et qui instaure d'autre part une obligation de reprise par les distributeurs, Montpellier Méditerranée Métropole a accompagné l'amélioration des pratiques de tri et de réduction des déchets chez les professionnels dans le cadre d'un travail d'échanges et de concertation avec les acteurs économiques locaux (CCI, CMA, CAPEB, fédérations professionnelles et opérateurs spécialisés dans le tri et la valorisation des déchets).

Ainsi, depuis 2017, l'annexe 2 à l'arrêté n°A2017-52 précise le règlement intérieur des Points Propreté et fixe la limitation du gabarit des véhicules entrants à 2 mètres de haut. Ces dispositions ont permis de renforcer des installations privées existantes de recyclage et de valorisation des déchets d'activités économiques et d'en faire émerger de nouvelles dans un objectif de maillage du territoire : depuis début 2017, 11 installations privées offrent sur le territoire métropolitain une solution aux producteurs de déchets en gros volumes répondant aux nouvelles exigences réglementaires d'amélioration du tri et de la valorisation des déchets.

INDICATEUR	TONNAGE ENTRANT DÉCHÈTERIES					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Tonnage annuel (t/an)	73 680	68 205	78 822	76 768	75 380	-1 388	-1.8%

Le site <https://www.montpellier3m.fr/dechets> donne toutes les informations sur ces installations (horaires, accès...).



EXUTOIRES	FLUX	TONNAGE DÉCHÈTERIES (t/an)					Évolution 2022/23	
		2019	2020	2021	2022	2023		
SOVAMI - Grabels	Inertes	19 264	17 419	20 704	18 747	18 880	+133	+0.7%
ACTISOL - Pignan	Bois	8 921	7 814	8 963	7 888	7 523	-365	-4.6%
Plateforme GRAMMONT	Végétaux	10 230	11 056	11 549	13 433	10 807	-2 626	-19.6%
ACTISOL - Pignan		6 238	5 220	5 225	5 504	5 368	-136	-2.5%
AUBORD recyclage	Métaux	1 848	1 484	2 025	1 501	1 520	+19	+1.2%
SMN - Montpellier	Cartons	2 054	2 066	2 514	2 423	2 499	+76	+3.1%
Emmaüs/Ressourcerie + ERCA	DEEE	932	1 216	1 323	1 591	1 582	-9	-0.5%
TRIADIS + filière Eco DDS	Déchets spéciaux	544	567	594	578	524	-54	-9.4%
Filière ECO-MOBILIER	DEA (meubles)	2 714	2 146	3 709	4 117	4 413	+297	+7.2%
SMTVD / SMN	Encombrants	1 045	19 218	22 159	20 986	22 264	+1 278	+6.1%
		19 496						

Mesures prises pour prévenir ou atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à son environnement

Au-delà des travaux de rénovation qui ont notamment pour objectif de remettre à niveau les dispositifs d'assainissement et de sécurité des installations, le changement en 2016 de l'ensemble des armoires à déchets spéciaux par des équipements plus grands répondant aux dernières normes environnementales a pour effet d'améliorer significativement les conditions de stockage et les quantités de ces déchets toxiques ou dangereux déposés par les ménages.

B - Les filières

Depuis 2014, 19 bennes « Eco-mobilier » sont désormais en service dans les déchèteries, gérées par l'éco-organisme qui prend en charge l'évacuation et la valorisation issus des déchets d'équipements d'ameublement (mobilier) déposés par les usagers. Ces bennes ont permis en 2023 de collecter 4 113 tonnes de DEA à la charge exclusive d'Eco-mobilier.

Depuis 2006, Montpellier Méditerranée Métropole fait collecter par Emmaüs les équipements électriques et électroniques usagés déposés par les habitants dans les déchèteries : environ 10% d'entre eux sont réparés et remis en vente à bas prix auprès des personnes défavorisées, le solde étant confié à l'éco-organisme Ecologic pour être dépollué, démantelé et valorisé : 1 582 tonnes ont été collectées en 2023.

12 filières REP existaient avant la loi AGEC, concernant : les emballages ménagers, les papiers, les équipements électriques et électroniques (DEEE), les éléments d'ameublement

(DEA), les produits textiles (TLC), les piles et accumulateurs, les produits chimiques (DDS), les pneumatiques, les véhicules hors d'usage (VHU), les bateaux de plaisance ou de sport, les dispositifs médicaux perforants utilisés par les patients en auto-traitement, les médicaments à usage humain.

La « AGEC » a prévu de créer, de 2021 à 2025, onze filières supplémentaires qui concernent : les emballages professionnels (2025), y compris pour les emballages utilisés par les professionnels de la restauration (2023), les produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment (2022), les jouets (2022), les articles de sport et de loisirs (2022), les articles de bricolage et de jardin (2022), les huiles minérales ou synthétiques (2022), les produits du tabac (2021), les gommes à mâcher (2024), les textiles sanitaires à usage unique (2024), les engins de pêche contenant du plastique (2025), les aides techniques médicales (possibilité) (Articles L.541-9 à L.541-10-25 et Articles R.541-86 à R.541-178 du Code de l'Environnement).

C - Le programme de modernisation des déchèteries

Le parc des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole est composé de 20 installations, qui constituent l'un des réseaux les plus denses du territoire national au regard du nombre d'habitants. Nombre des équipements dataient de plus de vingt ans et offraient un niveau de qualité dégradé.

Un programme pluriannuel de modernisation des installations a été adopté en février 2016 pour un coût global prévisionnel de 7,1 M€ sur plusieurs exercices, ayant pour objectif principal d'assurer la conformité technique réglementaire, d'améliorer la sécurité des usagers lors des opérations de vidage et d'améliorer la signalétique.

Ce programme de rénovation des déchèteries prévoit principalement :

- La mise à niveau des installations en matière de gestion des eaux de plateforme, de stockage des déchets diffus spéciaux et de dispositifs antichute.
- La remise à niveau des éléments d'infrastructure (quais, voirie) et de clôture des sites frappés de vétusté.
- La mise en place de dispositifs d'aide à la gestion et de sécurité (contrôle d'accès, vidéo surveillance).
- La création d'une identité visuelle pour l'ensemble du parc.

Après la rénovation de la déchèterie de Castelnau-le-Lez en 2015 qui a constitué le pilote, le programme de rénovation des déchèteries de la Métropole, s'est poursuivi par les travaux sur les installations de Saint-Georges-d'Orques et Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez en 2022. Fin 2022, 10 installations ont ainsi été réhabilitées.

Les enjeux réglementaires fixés par la loi AGEC obligent l'administration à réinterroger le fonctionnement du service en recherchant l'optimisation du réemploi, de la valorisation matière et la recherche d'économie. Il s'agit dans ce cadre d'analyser le dimensionnement du service des déchèteries, en inté-

grant dès que cela est possible des Points de Réemploi et le développement des filières de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP), dans le but d'optimiser la captation des flux des marchandises et de matières réutilisables ou recyclables. Un audit externe est en cours de préparation en ce sens et devra permettre d'établir pour les années à venir, une nouvelle planification des installations prenant en compte l'évolution de leur environnement, leur répartition géographique en fonction des bassins de population et de la fréquentation des usagers.

Complémentairement, il convient d'envisager l'évolution des conditions d'accès et mettre en œuvre des dispositifs opérants de contrôle au bénéfice des seuls ayant-droit du territoire.

Parallèlement, de nouvelles conditions d'admission tarifées des professionnels dans les déchèteries seront étudiées.

Enfin, la formation des agents d'accueil sera améliorée en vue de favoriser le réemploi/recyclage et le déploiement des nouvelles filières REP afin de mieux accompagner l'utilisateur dans son « parcours déchèteries ».

La Métropole souhaite ainsi :

- Arbitrer l'évolution des équipements en lien avec le maillage du territoire (réhabilitations, déplacements, mutualisations).
- Mettre en œuvre des dispositifs opérants de contrôle d'accès aux installations aux ayant-droit (barrières, badges, contrôles automatisés par vidéo).
- Étudier de nouvelles conditions d'admission (techniques et tarifaires) des professionnels dans les déchèteries.
- Mettre en place de nouveaux agencements et équipements, et former les agents d'accueil en vue de favoriser le réemploi/recyclage et les nouvelles filières REP, en parallèle du développement du réseau de ressourceries.
- Accompagner l'utilisateur dans son parcours déchèteries, en proposant un itinéraire valorisant le réemployable dès l'entrée des sites (encombrants, électroménager...).

La communication



50 714

appels au n° gratuit « Allô Déchets & Propreté » + 45 260 formulaires e-services

La communication

A - Le déploiement de la stratégie de communication.....	p. 44
B - Les appels au n° gratuit	p. 45
C - Le partenariat avec les gestionnaires d'habitat collectif	p. 45
D - De nombreuses actions de communication	p. 46

A - Le déploiement de la stratégie de communication

Dans le cadre de sa politique Zéro Déchet, la Métropole de Montpellier a mis en œuvre en octobre 2022, une nouvelle stratégie de communication pluriannuelle en 4 phases.

La première campagne (Sensibiliser grâce aux ambassadeurs sportifs) a été lancée en octobre 2022, lors de la Foire Internationale de Montpellier : « Ensemble, gagnons le match du tri ». Pour encourager les Montpelliérains à trier leurs déchets, la métropole a fait appel à ses sportifs de haut niveau. Le footballeur Téli Savanier, la basketteuse Romane Bernies et le volleyeur Nicolas Le Goff prêtent leur image à la nouvelle campagne « Zéro Déchet ».

La phase 2 (« Les Défis du Tri »,) a débuté en février 2023, puis la phase 3 fin octobre 2023.



B - Les appels au n° gratuit « Allô Déchets & Propreté »

Le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes.

Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage. En 2023, 50 714 appels ont été réceptionnés par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet « e-service » vient compléter les services au citoyen et près de 45 260 formulaires ont été enregistrés en 2023.

Au total, près de 96 000 demandes ont été reçues par le Pôle DCE au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service public.

N° gratuit | 0 800 88 11 77

Appel gratuit depuis un poste fixe
du lundi au vendredi 8h30-12h30 / 13h30-17h

INDICATEUR	APPELS AU NUMÉRO GRATUIT					Évolution 2022/2023	
	2019	2020	2021	2022	2023		
Nombre d'appels/an	23 778	52 697	26 592	21 121	50 714	+29 593	+140.1%

L'année 2020 a été marquée par l'épidémie de COVID-19 et les confinements, ce qui explique l'augmentation du nombre d'appels reçu au n° gratuit lors de cette période. En 2023, le renouvellement des marchés de collecte et nettoyage a provoqué un nouveau pic d'appels et de contacts via les e-services. Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau a été pleinement mobilisé afin de répondre de la manière la plus efficace et la plus individualisée possible aux usagers.

C - Le partenariat avec les gestionnaires d'habitat collectif

Dans le prolongement des conventions de partenariat signées en 2010, en 2011, en 2013 et en 2016 puis en 2022 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre les mesures destinées à améliorer les performances du tri sélectif et à accompagner la réduction des déchets dans l'habitat collectif, une nouvelle convention a été signée en septembre 2019 pour une période de 3 ans, qui prévoit notamment :

- le maintien des 2 postes de « messenger de la prévention et du tri des déchets » financés par la Métropole à hauteur de 50 000 € par an ;
- l'éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets, avec l'établissement d'un diagnostic des déchets produits par les services ;
- la poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets ;
- le relais par ACM de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole relative au tri des déchets, à la collecte des encombrants et à la prévention des déchets auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports : site Internet, intranet, livret d'accueil du locataire, courriers, affichage dans les résidences... ;
- la mise en place de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets promotionnels...) et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boîtier, animations, porte à porte...) ;

- le développement d'actions et d'animations pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre ;
- la poursuite d'opérations de sensibilisation à la propreté et au tri des déchets des jeunes publics, en collaboration avec les associations de locataires, les comités de quartier ou d'autres partenaires présents dans les quartiers ;
- la mise en place d'un travail collaboratif afin de valider les méthodes de mise en place du compostage collectif en pied d'immeubles et permettre ainsi d'équiper plus de 50 résidences ;
- la recherche et la mise en œuvre de solutions de gestion des encombrants, dans l'intérêt des deux parties et avec un double objectif de gestion de la propreté et de réduction des déchets ;
- la planification d'un nouveau programme de sensibilisation au tri, hiérarchisant les résidences où les actions sont prioritaires et définissant les modes d'intervention.

Par ailleurs, des relations privilégiées sont en train de se créer avec les autres bailleurs dans le cadre du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) porté pour la première fois par la Métropole.

Un projet d'amélioration du tri initié avec le CROUS dans les résidences universitaires a été retenu dans le cadre du PAC Eco-Emballages.

D - De nombreuses actions de communication liées à la prévention



L'administratif et le financier



12,35%

**taux de TEOM
en vigueur depuis
le 1^{er} janvier 2021**

4,3

**M€
d'investissement
global**

7,1

**M€ de recettes
issues du tri
sélectif**

L'administratif et le financier

A - Le financement du service	p. 48
B - Les dépenses	p. 49
C - Les recettes	p. 50

A - Le financement du service

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), dont le taux de 12.35% depuis 2021, a généré 95 992 423€ de recettes en 2023.

La redevance spéciale

Montpellier Méditerranée Métropole a instauré la redevance spéciale concernant les déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers, conformément aux dispositions des articles L.2333-78 et L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour les établissements publics et les gros producteurs privés de déchets assimilés (> 1 100 litres par semaine depuis le 1^{er} septembre 2022) collectés par le service public.

En 2023, 404 établissements étaient redevables. La redevance spéciale a représenté une recette de 4.8 M€.

Cette redevance spéciale s'applique à toute personne physique ou morale (en dehors des ménages) indépendamment de sa situation au regard de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, dès lors qu'elle bénéficie de la collecte

des déchets assimilés. Cette redevance spéciale s'applique à l'ensemble des usagers du service sans aucune exonération possible.

À partir de 5 000 litres hebdomadaires de déchets produits, la collectivité se réserve aussi le droit de ne pas répondre favorablement à une demande de collecte du fait des sujétions techniques particulières que peut rencontrer le service dans l'organisation des collectes. Le producteur devra alors contractualiser avec un prestataire privé, conformément à la réglementation en vigueur.

Les tarifs de la redevance spéciale sont modulés en fonction de l'effort de tri réalisé, soit pour 2023 :

- pour les déchets non recyclables : 0,0320 euro par litre,
- pour les déchets recyclables (en mélange, biodéchets ou papiers blancs) : 0,020 euro par litre.

Les principaux éco-organismes, partenaires financiers de Montpellier Méditerranée Métropole



En septembre 2017, Ecofolio et Eco-Emballages se sont rapprochées et forment désormais CITEO, afin notamment d'accélérer le développement de l'économie circulaire. ECO-EMBALLAGE, plus ancien éco-organisme de France, assure depuis 1992 le pilotage du dispositif national de tri et de recyclage des emballages ménagers. Son objectif est d'inciter au geste du tri, d'accompagner la collecte, d'encadrer le recyclage et de promouvoir l'éco-conception des emballages. Il soutient la collecte sélective en versant des aides financières aux collectivités grâce à la contribution payée par les metteurs sur le marché d'emballages. Ce soutien est d'autant plus important que le rendement à l'habitant est élevé. ECOFOLIO, éco-organisme créé en 2006 dont la mission est de développer le recyclage des papiers en France. Il soutient financièrement le recyclage des papiers, notamment au travers d'une contribution pour tous les imprimés gratuits distribués, pour alléger la charge financière supportée par la collectivité.



Depuis 2012, ECOMOBILIER organise la filière de collecte et de valorisation du mobilier usagé, par la réutilisation, le recyclage ou encore la valorisation énergétique. Lors de l'achat d'un meuble neuf, une éco-participation est à la charge du consommateur. Elle s'applique à tous les éléments d'ameublement et est ensuite reversée à Eco-mobilier pour financer l'organisation de la filière (mise en place de bennes meubles sur les déchèteries notamment).



ECOLOGIC est l'un des trois éco-organismes agréés pour la collecte des DEEE ménagers (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques). Il met en place et développe un dispositif de collecte, de recyclage et de valorisation des DEEE, opérationnel sur l'ensemble du territoire depuis 2006.



Eco TLC est l'éco-organisme des textiles d'habillement, du linge de maison et des chaussures, dont le rôle, depuis 2008 est de favoriser la récupération et la valorisation des Textiles, Linge et Chaussures (TLC) usagés.



DASTRI a été créé en 2009 pour la collecte des DASRI-PAT (Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux des Patients en Auto-Traitement). Il met en place et développe des dispositifs de collecte, de recyclage et de valorisation, notamment au travers des pharmacies.



ECO-DDS est un éco-organisme, créé en 2013, dont l'objectif est d'organiser le fonctionnement et d'assurer la pérennisation de la filière des Déchets Diffus Spécifiques des ménages. Les DDS sont des déchets susceptibles de contenir un ou plusieurs produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour l'environnement ou pour la santé.

B - Les dépenses

Les dépenses globales

Section investissement : 4 280 668 € TTC

Section fonctionnement (hors dépenses de personnels) : 79 905 953 € TTC (+2.4% par rapport à 2021)

Les dépenses principales

COLLECTE - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Contrats de prestation de collecte PAP	24 115 396	27 318 369	+13%
Contrats de maintenance des bacs de précollecte	921 720	670 351	-27%
Gestion des déchèteries	6 021 071	6 017 430	0%
Gestion des Points Verts (Apport Volontaire)	1 360 782	2 802 153	+106%
TOTAL	32 418 968	36 808 303	+14%

COLLECTE - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Achat bacs pré-collecte	524 135	780 486	+49%
Travaux sur les déchèteries	1 246 968	1 068 306	-14%
Achats colonnes PAV	479 920	580 516	+21%
TOTAL	2 251 023	2 429 308	+8%

TRAITEMENT ET VALORISATION - DÉPENSES FONCTIONNEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Exploitation Centre de tri des déchets ménagers	5 214 226	4 793 956	-8%
Exploitation ISDND	523 616	534 015	+2%
Traitement déchets verts	-	418 381	-
Tri encombrants et valorisation déchets bois	1 913 047	2 303 589	+20%
Traitement par méthanisation (DSP AMETYST)	16 253 590	15 788 676	-3%
Marchés de transferts, traitement déchets ultimes (4 lots)	22 854 269	24 872 039	+9%
TOTAL	46 758 749	48 710 655	+4%

TRAITEMENT ET VALORISATION - DÉPENSES INVESTISSEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Travaux liés à l'unité de méthanisation	220 620	278 862	+26%
Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND casiers 1 et 2	745 794	701 283	-6%
Travaux pour le centre de tri DEMETER	925 921	0	-100%
TOTAL	1 892 335	980 144	-48%

PRÉVENTION ÉCONOMIE CIRCULAIRE - DÉPENSES FONCTIONNEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Subventions et appels à projets	260 702	258 048	-1%
Promotion de la réduction des déchets	220 553	490 526	+122%
TOTAL	481 255	748 574	+56%

BIODÉCHETS - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Promotion du tri à la source des biodéchets	246 980	589 363	+139%
TOTAL	246 980	589 363	+139%

BIODÉCHETS - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Achats de composteurs (individuels, de quartier)	137 311	182 192	+33%
Installation PAV et bacs biodéchets	-	201 909	-
TOTAL	137 311	384 101	+180.3%

*Les dépenses liées à la prévention et aux biodéchets ont été isolées comptablement en 2022

C - Les recettes

RECETTES (€ TTC)			Évolution 2022/2023
	2022	2023	
Produits des droits d'accès à Grammont (déchets verts)	177 927	230 723	+29.7%
Produits reprise ferraille	192 953	96 184	-50.2%
Produits reprise papiers cartons (PAV)	207 947	150 000	-27.9%
Produits reprise verre	411 610	448 803	+9%
Produits reprise du centre de tri (papiers cartons)	885 456	593 035	-33%
Produits reprise cartons porte-à-porte	123 839	0	-100%
Produits reprise matières plastiques / acier / alu	694 751	472 453	-32%
Soutiens Eco-Emballages à la tonne triée	5 242 164	4 217 999	-19.5%
Autres soutiens éco-organismes	650 870	899 244	+38.2%
Redevance Spéciale	4 141 121	4 755 715	+14.8%
TEOM	89 384 500	95 992 423	+7.4%
TOTAL	102 113 138	107 856 579	+5.6%

Les collectes sélectives ont donc généré en 2023 environ 7,1 M€ de recettes, dont environ 5,1 M€ de soutiens à la tonne triée de la part des éco-organismes mettant en œuvre les différentes filières de responsabilité élargie des producteurs (Citeo pour les emballages ménagers, EcoFolio pour les papiers graphiques, Ecologic pour les déchets d'équipement électriques et électroniques), le solde de 1,9 M€ étant constitué des recettes de ventes des matériaux recyclés.

Les perspectives 2024



Pour l'année 2023, les dépenses prévisionnelles consacrées au SPGD se sont élevées à 86,9 M€ en fonctionnement (+ 8.7% par rapport à 2022) et 3,4 M€ en investissement. Les principales hausses observées sont liées à l'augmentation significative des coûts des marchés de transfert-traitement, passés en 2019 pour pallier le manque d'exutoire de la Métropole, et qui ont subi de plein fouet les effets de la conjoncture énergétique.

Ce dynamisme des dépenses reflète également les efforts qui ont été fournis par la Métropole de Montpellier afin de contribuer au déploiement des politiques de prévention, de communication et de sensibilisation dans le cadre de la Stratégie Zéro Déchet et de soutenir la montée en puissance de la Stratégie Biodéchets sur le territoire.

Sans évolution majeure de la politique de gestion des déchets, Montpellier Méditerranée Métropole devrait faire face à une forte augmentation du coût du service d'ici la fin du mandat, en tenant compte de l'évolution des coûts des contrats de collecte (dès 2023), de la séparation des flux, de l'extension des filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP), de l'évolution du coût de traitement des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR), des tonnages à éliminer du fait du « Socle Commun », de l'augmentation de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) et aussi de la progression de la population de la Métropole.

L'année 2022 a marqué un premier tournant dans l'ambition Zéro Déchet de la Métropole : le lancement des campagnes de communication et de prévention a été destiné à amorcer une (r)évolution dans les comportements des usagers, afin de préparer une année 2023 riche en échéances.

En 2023, les marchés transitoires de collecte ont intégré des évolutions de fréquences de collecte en cohérence avec les objectifs d'un meilleur tri et d'une meilleure valorisation des déchets. Le déploiement de la Stratégie Biodéchets, amorcé en 2022, a été l'élément majeur de l'année 2023 autour duquel les plans de communication et les animations se sont articulés. Le passage de 10 communes de la métropole en Point d'Apport Volontaire Biodéchets a été un événement particulièrement porté politiquement et localement, fédérant les usagers autour des bonnes pratiques de tri : le calendrier de déploiement de la stratégie Biodéchets se poursuit progressivement jusqu'en 2026, afin d'associer tous les usagers de la Métropole au tri des biodéchets.

En conclusion, l'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants.

Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets.

Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « circulaire ».

La Métropole de Montpellier, en mettant en œuvre cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets.

Glossaire

Biodéchets : Fraction fermentescible des ordures ménagères : reste de repas, épluchures de fruits et de légumes, tonte...

Coût aidé : Coût technique - soutiens des sociétés agréées (Eco-Emballages, EcoFolio...) - aides perçues

Coût complet : Somme des charges

Coût technique : Coût complet - recettes industrielles

Compost : Produit stable propre à l'enrichissement des sols, issu de la fermentation des résidus organiques

C.S.R : Combustible Solide de Récupération

Déchets : Selon l'article n°1 de la loi du 15 juillet 1975, « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon »

Déchet ultime : Déchet qui n'est plus valorisable, ni par recyclage, ni par valorisation énergétique

D.A.E. : Déchets des Activités Économiques

D.E.A. : Déchets d'Équipements d'Ameublement

D.D.S. : Déchets Diffus Spécifiques

D.E.E.E. : Déchets D'Équipements Électriques et Électroniques

D.M.A. : Déchets Ménagers et Assimilés : déchets issus des activités quotidiennes des ménages et déchets issus des activités économiques (artisanat, commerces, bureaux) collectés dans les mêmes conditions que les déchets des ménages

D.S.P. : Délégation de Service Public

E.L.A. : Emballage pour Liquide Alimentaire (brique alimentaire)

E.M.R. : Emballages Ménagers Recyclables (carton)

ISDND : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

O.M.A. : Ordures Ménagères et Assimilées (hors encombrants et hors déchèteries).

O.M.R. : Ordures Ménagères Résiduelles : part des ordures ménagères collectées en mélange après collectes sélectives

P.A.V. : Point d'Apport Volontaire

P.C.I. : Pouvoir Calorifique Inférieur des déchets

P.E.H.D. : Polyéthylène Haute Densité (flaconnage plastique opaque)

P.E.T. : Polyéthylène Téréphtalate foncé ou coloré (bouteille plastique coloré)

P.E.T. : Polyéthylène Téréphtalate clair (bouteille plastique incolore)

Population DGF (dotation globale de fonctionnement) : population permanente + un habitant par résidence secondaire

R.E.P. : Responsabilité Élargie des Producteurs

Stockage : Concerne la fraction des déchets qui ne peut pas être valorisée dans des conditions techniques et économiques du moment

T.E.O.M. : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

T.G.A.P. : Taxe Générale sur les Activités Polluantes (porte sur les déchets incinérés ou enfouis)

Valorisation énergétique : Consiste à utiliser le pouvoir calorifique du déchet en le brûlant et en récupérant cette énergie sous forme de chaleur ou d'électricité

Valorisation matière : Le (ou l'un des) matériau(x) du déchet, après transformation, devient la matière première d'un nouveau produit, c'est le recyclage

Valorisation organique : Mode de traitement des déchets organiques ou fermentescibles par compostage

Rapport annuel 2023

sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets

Etabli en application des dispositions de l'article L2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Des questions sur vos déchets ? Nous vous guidons !

RUBRIQUE

montpellier3m.fr/dechets

N° gratuit | 0 800 88 11 77

Appel gratuit depuis un poste fixe
du lundi au vendredi 8h30-12h30 / 13h30-17h

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ
50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 67 13 60 00

Tramway 1, arrêts "Léon Blum" et "Place de l'Europe"
Tramway 4, arrêt "Place de l'Europe"

BAILLARGUES

BEAULIEU

CASTELNAU-
LE-LEZ

CASTRIES

CLAPIERS

COURNONSEC

COURNONTERRAL

FABRÈGUES

GRABELS

JACOU

JUVIGNAC

LATTES

LAVÉRUNE

LE CRÈS

MONTAUD

MONTFERRIER-
SUR-LEZ

MONTPELLIER

MURVIEL-LÈS-
MONTPELLIER

PÉROLS

PIGNAN

PRADES-LE-LEZ

RESTINCLIÈRES

SAINT-BRÈS

SAINT-DRÉZÉRY

SAINT GENIÈS
DES MOURGUES

SAINT GEORGES
D'ORQUES

SAINT JEAN
DE VÉDAS

SAUSSAN

SUSSARGUES

VENDARGUES

VILLENEUVE-LÈS-
MAGUELONE

